



LE MONDE MUNICIPAL :
SUR TOUS LES
FRONTS!
ASSISES VIRTUELLES 2021



La voix des GOUVERNEMENTS de proximité

**ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ANNUELLE 2021
DE L'UNION DES MUNICIPALITÉS DU QUÉBEC**
Cahier des déléguées et délégués

**Vendredi 14 mai 2021
de 13 h 30 à 14 h 30
par conférence web**





Assemblée générale annuelle 2021

ORDRE DU JOUR

1. Ouverture de l'assemblée et vérification du quorum
2. Présentation de l'ordre du jour
3. Présentation du procès-verbal de l'assemblée générale annuelle du 19 juin 2020
4. Présentation des états financiers et rapport des auditeurs indépendants pour l'exercice terminé au 31 décembre 2020
5. Rapport d'activités 2020
 - 5.1 Rapport de la présidence
 - 5.2 Rapport du directeur général
6. Composition du conseil d'administration pour l'année 2021-2022
7. Discours de la présidence
8. Enjeux prioritaires
9. Varia
10. Levée de l'assemblée



LE MONDE MUNICIPAL :
SUR TOUS LES
FRONTS!
ASSISES VIRTUELLES 2021



La voix des GOUVERNEMENTS de proximité

**Assemblée
générale
annuelle 2021**

**PROCÈS-VERBAL
DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ANNUELLE
DU 19 JUIN 2020**



**PROCÈS-VERBAL DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ANNUELLE
DES MEMBRES DE L'UNION DES MUNICIPALITÉS DU QUÉBEC
TENUE LE VENDREDI 19 JUIN 2020,
PAR CONFÉRENCE WEB**

1. Ouverture de l'assemblée et vérification du quorum

Après vérification du quorum largement atteint, la présidente et mairesse de Sainte-Julie, Mme Suzanne Roy, ouvre l'assemblée et souhaite la bienvenue aux déléguées et délégués à cette première édition virtuelle de l'assemblée générale annuelle (AGA) de l'UMQ. La présidente présente les personnes qui l'accompagnent : Mme Josée Néron, trésorière et mairesse de Saguenay, en direct de la ville de Saguenay, M. Jasmin Savard, directeur général et secrétaire de la corporation, ainsi que M^e Stefanie Wlodarczyk, qui agira comme procédurière. La présidente cède la parole à M^e Wlodarczyk qui donne les consignes d'usage visant à favoriser le bon déroulement de l'assemblée.

2. Adoption de l'ordre du jour

La présidente présente l'ordre du jour et accueille les points à inscrire en varia :

1. Ouverture de l'assemblée et vérification du quorum
2. Présentation de l'ordre du jour
3. Présentation des procès-verbaux de l'assemblée générale annuelle du 11 mai 2019 et des assemblées générales extraordinaires des 11 mai 2019 et 25 septembre 2019
4. Présentation des états financiers et rapport des auditeurs indépendants pour l'exercice terminé au 31 décembre 2019
5. Composition du conseil d'administration pour l'année 2020-2021
6. Discours de la présidence
7. Rapport d'activités
 - 7.1 Rapport de la présidence
 - 7.2 Rapport du directeur général
8. Enjeux prioritaires
9. Varia
 - 9.1 Conseillers municipaux indépendants et d'opposition (M. François Robillard, conseiller municipal de Sainte-Marthe-sur-le-Lac)
 - 9.2 Élections partielles (Mme Sylvie Papillon, conseillère municipale de L'Ancienne-Lorette)
 - 9.3 Projet de loi n° 61 (Mme Sylvie Vignet, mairesse de Rivière-du-Loup)
10. Levée de l'assemblée

3. Présentation des procès-verbaux de l'assemblée générale annuelle du 11 mai 2019 et des assemblées générales extraordinaires des 11 mai 2019 et 25 septembre 2019

Les procès-verbaux de l'assemblée générale annuelle et des assemblées générales extraordinaires de l'année 2019 ont été transmis aux membres préalablement à l'assemblée, dans le cahier des déléguées et délégués. La présidente mentionne qu'à moins d'une opposition de la part d'une déléguée ou d'un délégué, ces procès-verbaux seront réputés adoptés. Aucun commentaire n'est formulé quant à leur conformité.

4. Présentation des états financiers et rapport des auditeurs indépendants pour l'exercice terminé au 31 décembre 2019

Le rapport financier est accessible par le biais d'un hyperlien transmis aux déléguées et délégués sur la plateforme de conférence Web. La présidente cède la parole à la trésorière, Mme Josée Néron, pour en faire la présentation. Mme Néron mentionne que M. Alain Fortier, associé chez Mallette S.E.N.C.R.L., vérificateur de l'UMQ, est présent en ligne pour répondre aux questions techniques s'il y a lieu.

Mme Néron présente les faits saillants des états financiers. Le rapport de l'auditeur indépendant conclut que les états financiers de l'UMQ reflètent, dans tous les aspects importants, un portrait fidèle de la situation financière de l'organisation au 31 décembre 2019.

L'UMQ n'a jamais eu autant de membres, la participation aux assises annuelles n'a jamais été aussi élevée, nous avons dépassé nos attentes en nombre de participants aux formations et l'adhésion à nos services est en forte hausse.

La trésorière mentionne que, pour l'exercice 2020, les finances de l'UMQ seront inévitablement affectées par la situation exceptionnelle entraînée par la pandémie de la COVID-19 (coronavirus). Mme Néron ajoute que, bien que l'organisation soit encore à mesurer l'impact financier de la crise, il est déjà clair que l'UMQ a la capacité financière d'accompagner les municipalités dans la crise. Les premières hypothèses de travail, incluant l'annulation des Assises annuelles 2020, prévoient un déficit d'opération. Au fil des années, le conseil d'administration s'est toutefois assuré d'avoir une organisation forte sur le plan financier afin de pouvoir traverser des périodes de turbulence. Le déficit anticipé pourrait être absorbé à même le fonds d'administration non affecté au 31 décembre 2019.

La trésorière termine sa présentation en félicitant les dirigeantes et dirigeants pour ces bons résultats et le travail l'équipe de l'UMQ : M. Jasmin Savard, directeur général, ainsi que Mme Jacinthe Olivier, directrice finances et opérations, pour la saine administration de l'organisation.

Aucune question n'est soulevée par l'assemblée. La présidente remercie à son tour la trésorière pour son travail et sa présentation.

Avant d'aller plus loin, la présidente invite les membres à regarder la vidéo de deux invités spéciaux : le premier ministre du Québec, M. François Legault, et la ministre des Affaires municipales et de l'Habitation, Mme Andrée Laforest, qui soulignent l'excellent travail des élues municipales et élus municipaux, notamment dans le contexte tout particulier qui sévit actuellement, et remercie le monde municipal pour sa précieuse collaboration.

5. Composition du conseil d'administration pour l'année 2020-2021

La composition du nouveau conseil d'administration a été jointe au cahier de l'AGA.

Le 20 mai dernier, le conseil d'administration a pris la décision de reconduire pour un nouveau mandat d'un an les dirigeantes et dirigeant ainsi que les membres du comité exécutif sortants. Cette décision traduit le souhait des membres du conseil d'administration d'avoir une voix forte et expérimentée pour les gouvernements de proximité dans le contexte de la pandémie.

6. Discours de la présidente

La présidente débute en rappelant qu'il s'agit d'une première assemblée générale annuelle virtuelle pour l'UMQ. Tout comme pour l'ensemble du milieu municipal, l'UMQ a dû faire preuve de flexibilité et d'adaptation. En effet, les événements des derniers mois ont démontré toute l'agilité et la résilience du monde municipal. La crise que vit actuellement le monde dans son combat contre la COVID-19 a su faire ressortir l'unité du monde municipal.

Depuis le tout début de la pandémie, les municipalités ont été présentes pour servir les citoyennes et citoyens, pour participer à l'effort collectif. L'UMQ était présente pour accompagner ses membres dans ce contexte. L'UMQ a informé, conseillé et représenté les intérêts de ses membres tout au long de la crise et elle continuera de le faire. La présidente remercie d'ailleurs toute l'équipe de la permanence de l'UMQ qui a contribué à l'excellence de ses services et représentations, sous le leadership du directeur général, M. Jasmin Savard.

La période de déconfinement est maintenant entamée. La relance économique s'accélère en région alors que la région métropolitaine est toujours aux prises avec d'importants enjeux de santé publique. Mais si le rythme est différent, les régions ne sont pas moins solidaires. La protection de la santé des Québécoises et des Québécois n'est pas une question de frontières régionales. La pandémie de coronavirus a démontré que les municipalités ne sont pas dos à dos, mais bien coude à coude : unies dans leurs différences et interdépendantes sur une foule de sujets.

La COVID-19 a bousculé bien des choses. La présidente souligne d'ailleurs qu'elle ne s'attendait pas à être réélue pour un nouveau mandat à la présidence de l'UMQ. Elle indique être honorée par la confiance qui lui est ainsi témoignée et qu'elle compte en être digne.

Pour les mois à venir, l'UMQ mettra l'emphase sur son plan de relance économique municipal, qui exerce déjà une forte influence dans l'ensemble des réseaux économiques et auprès des gouvernements. Elle poursuivra également ses représentations en lien avec les impacts financiers de la pandémie de la COVID-19 sur les finances municipales, dont les pertes appréhendées pourraient atteindre 1,4 milliard de dollars. Les représentations de l'UMQ ont déjà commencé à porter fruit, alors que le gouvernement du Québec vient d'annoncer 400 millions de dollars pour venir en aide aux sociétés de transport collectif. D'autres efforts se poursuivront en ce sens, alors que la situation démontre à nouveau la limite de la situation fiscale et juridique des municipalités.

La présidente invite le monde municipal à ne pas subir la COVID-19, mais plutôt à s'en servir comme appui afin d'accélérer les changements, penser différemment, et pousser plus loin les gouvernements de proximité.

La présidente profite finalement de l'occasion pour remercier les élues municipales et élus municipaux pour leur implication essentielle au sein des différentes instances de leur Union.

7. Rapport d'activités 2019

7.1 Rapport de la présidence

Avant de présenter le bilan de l'année qui vient de s'écouler, la présidente invite les déléguées et délégués à visionner une vidéo qui en reprend les faits saillants.

L'année 2019 a été historique, ponctuée notamment par les célébrations du centième anniversaire de l'UMQ et la signature d'un pacte fiscal avec le gouvernement du Québec, qui s'attaque pour une toute première fois à l'enjeu de la diversification des sources de revenus des municipalités.

Les négociations devant mener à la signature de l'Entente Québec-municipalités ont été l'occasion pour l'UMQ de faire reconnaître l'apport économique des municipalités. Cette reconnaissance s'est accompagnée du transfert de la croissance d'un point de la TVQ qui permettra, à terme, de diversifier les sources de revenus du monde municipal.

La présidente souligne le leadership et l'excellent travail effectué par le président sortant, M. Alexandre Cusson.

7.2 Rapport du directeur général

Afin de compléter ce bilan de l'année 2019, la présidente cède la parole à M. Jasmin Savard, directeur général de l'UMQ,

M. Savard renchérit d'abord sur les propos de la présidente en soulignant que l'année 2019 a été l'année du pacte fiscal. Les changements importants du monde municipal sont le fruit d'une recette gagnante bâtie par l'UMQ en 100 ans d'histoire : rassembler, affirmer et accompagner pour toujours conserver sa pertinence.

Une pertinence qui repose sur l'expertise de l'Union, mais également sur la croissance de son membership année après année. Quand l'UMQ parle, elle est écoutée parce qu'elle représente réellement le monde municipal dans toute sa diversité.

L'ajout de nouveaux membres, l'exploration de nouveaux marchés pour les regroupements d'achats et la diversification des enjeux municipaux ont également permis à l'équipe de grandir en 2019. L'équipe en place répond à des mandats toujours plus complexes confirmant encore le rôle de référence de l'UMQ dans le monde municipal.

À titre d'exemple, depuis cinq ans, le volume des services offerts en approvisionnement, en assurance et en formation a crû de manière importante. Le seul service des approvisionnements de l'UMQ a permis d'injecter 110 millions de dollars dans l'économie québécoise et de réaliser d'importantes économies d'échelle pour les membres. En matière d'assurances, la valeur des biens assurés par les regroupements a atteint la valeur hautement symbolique de 10 milliards de dollars. Les regroupements en assurance collective soutiennent près de 400 membres et quelque 18 500 employés municipaux et leurs familles. Le programme de formation a quant à lui profité à près de 3 000 personnes.

De la même façon, les services-conseils de l'UMQ ont connu une forte variation, notamment en matière juridique où le nombre d'interventions a augmenté de 169 % en 2019. Le Carrefour du capital humain (CCH) de l'UMQ représente maintenant 74 % des conventions collectives de toutes les municipalités membres de l'UMQ et a accompli en 2019, 3 350 heures de conseils et de consultations.

En résumé, depuis plusieurs années, l'UMQ est en croissance. Cette situation lui permet aujourd'hui de faire face avec résilience aux défis de la COVID-19. Un souci constant de la pertinence et les efforts consentis pour maintenir son expertise font en sorte que l'UMQ demeure la référence dans le monde municipal. L'année 2019 et les 100 ans d'histoire de l'organisation démontrent que son influence dépasse les gouvernements de proximité et s'étend à l'ensemble de la société québécoise.

Évidemment, la pandémie entraîne des conséquences pour l'UMQ, qui a néanmoins été en mesure de maintenir ses activités et un même niveau de service aux membres en développant une nouvelle forme d'agilité. Le virage numérique entrepris l'an dernier par l'organisation s'est avéré salutaire dans le contexte.

Le directeur général termine en remerciant les dirigeantes et dirigeant de l'UMQ, les membres du conseil d'administration pour leur appui et leur leadership inspirant ainsi que tous les membres du personnel de l'UMQ pour leur dévouement et leur efficacité.

8. Enjeux prioritaires

Le ministre des Finances, M. Eric Girard, a fait le point aujourd'hui sur la situation financière du Québec, trois mois après le début de la crise provoquée par la pandémie de la COVID-19. Il est maintenant prévu que le gouvernement du Québec enregistre un déficit atteignant 15 milliards de dollars pour l'année 2020, alors qu'un recul du PIB de 6,5 % est anticipé.

Le gouvernement du Québec souhaite retrouver le niveau de production pré-pandémie d'ici la fin de l'année 2021 et le retour à l'équilibre est quant à lui prévu d'ici cinq ans. À plus long terme, le ministre des Finances vise une croissance équivalente à 2 % du PIB alors que dans les projections celle-ci se situait à 1,3 %. Afin d'atteindre ces cibles, le gouvernement aura besoin du soutien des municipalités, notamment par l'intensification des projets d'infrastructures municipaux.

Les municipalités répondront présentes dans la mesure où elles auront la capacité financière de participer à la relance économique. Il est donc primordial que les deux paliers de gouvernement conviennent rapidement des programmes de soutien destinés aux municipalités.

En plus des 400 millions de dollars déjà annoncés en soutien au transport collectif, il sera nécessaire d'aider les municipalités à absorber les pertes liées au ralentissement du marché immobilier (droits de mutation et émission des permis de construction) et aux dépenses supplémentaires de certains services, tels que les camps de jours.

Le ministre des Finances a reconnu qu'une partie de l'aide transférée par le gouvernement du Canada aux provinces devait prévoir des sommes réservées aux municipalités. Le gouvernement continuera de suivre la situation de près avec ses partenaires municipaux et fera le point sur la situation financière des municipalités à l'automne 2020.

En conclusion, la présidente insiste sur le rôle important que joueront les municipalités dans la relance économique.

9. Varia

9.1 Conseillers municipaux indépendants et d'opposition

M. François Robillard, conseiller municipal de Sainte-Marthe-sur-le-Lac, souligne des difficultés rencontrées par certains conseillers municipaux indépendants ou de l'opposition dans le cadre de l'exercice de leurs fonctions. M. Robillard estime que certaines zones grises mériteraient d'être clarifiées et l'accès à l'information, valorisé pour l'ensemble des membres d'un conseil municipal.

9.2 Élections partielles

Mme Sylvie Papillon, conseillère municipale et mairesse suppléante de L'Ancienne-Lorette, demande l'état de situation concernant les élections municipales partielles; celles-ci ayant fait l'objet d'un décret gouvernemental pour leur report pendant la pandémie de la COVID-19.

La présidente indique que le report actuel est fixé jusqu'au 26 juin prochain. Dans l'état actuel des choses, nous pouvons présumer que le gouvernement risque de décréter à nouveau un report, au moins pour la période estivale. Toutefois, rien d'officiel n'est confirmé en ce sens pour l'instant.

9.3 Projet de loi n° 61

Mme Sylvie Vignet, mairesse de Rivière-du-Loup, questionne l'UMQ relativement au projet de loi n° 61, Loi visant la relance de l'économie du Québec et l'atténuation des conséquences de l'état d'urgence sanitaire déclaré le 13 mars 2020 en raison de la pandémie de la COVID-19, qui n'a pu être adopté avant la fin des travaux à l'Assemblée nationale.

La présidente indique que l'UMQ s'est positionnée publiquement en faveur de ce projet de loi et aurait souhaité que les parlementaires en poursuivent l'étude afin d'en arriver à son adoption, puisqu'elle est d'avis que rigueur et efficacité peuvent aller de pair. Le projet de loi dans sa forme actuelle ou sous une forme amendée devrait être déposé à la reprise des travaux parlementaires à la fin de la saison estivale. L'UMQ demeure impliquée et attentive dans ce dossier, puisqu'il contient de nombreux éléments intéressants pour les municipalités.

M. Daniel Plouffe, maire de Calixa-Lavallée, demande à prendre la parole séance tenante. M. Plouffe formule des félicitations à l'attention de la présidente de l'UMQ pour le travail accompli jusqu'à présent et la remercie.

10. Levée de l'Assemblée générale annuelle

La présidente remercie les déléguées et délégués pour leur participation en grand nombre, alors que plus de 300 participantes et participants se sont connectés à cette première édition virtuelle de l'AGA de l'UMQ, puis lève l'assemblée.

**Mme Suzanne Roy, présidente
et mairesse de Sainte-Julie**

**M. Jasmin Savard, directeur général et
Secrétaire de la corporation**

JS/
02.07.2020



LE MONDE MUNICIPAL :
SUR TOUS LES
FRONTS!
ASSISES VIRTUELLES 2021



La voix des GOUVERNEMENTS de proximité

**Assemblée
générale
annuelle 2021**

**CONSEIL D'ADMINISTRATION
2021-2022**





**CONSEIL D'ADMINISTRATION 2021-2021
PAR TYPE DE CAUCUS**

Administratrices & administrateurs	Représentation par caucus
Caucus régionaux	
M. Jérôme Landry, maire de Matane	Caucus Région 01 – Bas-Saint-Laurent
M. Marc Asselin, maire d'Alma	Caucus Région 02 – Saguenay-Lac-Saint-Jean
M. Sylvain Tremblay, maire de Saint-Siméon	Caucus Région 03 – Capitale-Nationale
M. Michel Angers, maire de Shawinigan	Caucus Région 04 – Mauricie
Mme Sylvie Bureau, mairesse de Windsor	Caucus Région 05 – Estrie
M. Benoit Lauzon, maire de Thurso	Caucus Région 07 – Outaouais
M. Pierre Corbeil, maire de Val-d'Or	Caucus Région 08 – Abitibi-Témiscamingue
M. Réjean Porlier, maire de Sept-Îles	Caucus Région 09 – Côte-Nord
M. Alain Poirier, maire de Lebel-sur-Quévillon	Caucus Région 10 – Nord-du-Québec
M ^{me} Cathy Poirier, mairesse de Percé	Caucus Région 11 – Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine
M. Claude Morin, maire de Saint-Georges	Caucus Région 12 – Chaudière-Appalaches
M. Normand Grenier, maire de Charlemagne	Caucus Région 14 – Lanaudière
M. Denis Martin, maire de Deux-Montagnes	Caucus Région 15 – Laurentides
M. Donat Serres, maire de La Prairie	Caucus Région 16 – Montérégie
M. André Bellavance, maire de Victoriaville	Caucus Région 17 – Centre-du-Québec
Caucus d'affinité	
M. Joé Deslauriers, maire de Saint-Donat	Caucus des municipalités locales
M ^{me} Caryl Green, mairesse de Chelsea	Caucus des municipalités locales
Mme Manon Cyr, mairesse de Chibougamau	Caucus des municipalités de centralité
M. Jean-Maurice Matte, maire de Senneterre	Caucus des municipalités de centralité
M. Marc-Alexandre Brousseau, maire de Thetford Mines	Caucus des cités régionales
M. Daniel Côté, maire de Gaspé	Caucus des cités régionales
M ^{me} Diane Dallaire, mairesse de Rouyn-Noranda	Caucus des cités régionales
M ^{me} Vicki-May Hamm, mairesse de Magog	Caucus des cités régionales
M. Régis Labeaume, maire de Québec	Caucus des grandes villes
M. Jean Lamarche, maire de Trois-Rivières	Caucus des grandes villes
M. Gilles Lehouillier, maire de Lévis	Caucus des grandes villes
M. Steve Lussier, maire de Sherbrooke	Caucus des grandes villes
M ^{me} Michelle Morin-Doyle, maire suppléant, Ville de Québec	Caucus des grandes villes
M ^{me} Josée Néron, mairesse de Saguenay	Caucus des grandes villes
M. Maxime Pedneaud-Jobin, maire de Gatineau	Caucus des grandes villes
M. Marc-André Plante, maire de Terrebonne	Caucus des grandes villes



LE MONDE MUNICIPAL :
SUR TOUS LES
FRONTS!
ASSISES VIRTUELLES 2021



La voix des GOUVERNEMENTS de proximité

Administratrices & administrateurs	Représentation par caucus
M. Pierre Charron, maire de Saint-Eustache	Caucus des municipalités de la Métropole – Couronne Nord
Mme Marlene Cordato, mairesse de Boisbriand	Caucus des municipalités de la Métropole – Couronne Nord
M ^{me} Chantal Deschamps, mairesse de Repentigny	Caucus des municipalités de la Métropole – Couronne Nord
M. Guillaume Tremblay, maire de Mascouche	Caucus des municipalités de la Métropole – Couronne Nord
M. Martin Damphousse, maire de Varennes	Caucus des municipalités de la Métropole – Couronne Sud
M. Normand Dyotte, maire de Candiac	Caucus des municipalités de la Métropole – Couronne Sud
M ^{me} Diane Lavoie, mairesse de Beloeil	Caucus des municipalités de la Métropole – Couronne Sud
M. Christian Ouellette, maire de Delson	Caucus des municipalités de la Métropole – Couronne Sud
M ^{me} Suzanne Roy, mairesse de Sainte-Julie	Caucus des municipalités de la Métropole – Couronne Sud
M. Marc Demers, maire de Laval	Caucus des municipalités de la Métropole – Laval
M ^{me} Aline Dib, conseillère municipale et membre du comité exécutif, Ville de Laval	Caucus des municipalités de la Métropole – Laval
M ^{me} Sylvie Parent, mairesse de Longueuil	Caucus des municipalités de la Métropole – Longueuil
M ^{me} Sophie Mauzerolle, membre du comité exécutif, Ville de Montréal	Caucus des municipalités de la Métropole - Montréal
M. Jean-François Parenteau, membre du comité exécutif, Ville de Montréal	Caucus des municipalités de la Métropole - Montréal
M ^{me} Valérie Plante, mairesse de Montréal	Caucus des municipalités de la Métropole -Montréal
M. Michel Gibson, maire de Kirkland	Caucus des municipalités de la Métropole – Île-de-Montréal
M ^{me} Paola Hawa, mairesse de Sainte-Anne-de-Bellevue	Caucus des municipalités de la Métropole – Île-de-Montréal
Commissions	
M. Younes Boukala, conseiller d'arrondissement (Lachine), Ville de Montréal	Commission des jeunes élues et élus
M ^{me} Maude Laberge, mairesse de Sainte-Martine	Commission Femmes et gouvernance
Observateur	
M. Christian Bellemare, directeur général, Ville de Saint-Eustache	Président de l'Association des directeurs généraux des municipalités du Québec (ADGMQ)



LE MONDE MUNICIPAL :
SUR TOUS LES
FRONTS!
ASSISES VIRTUELLES 2021

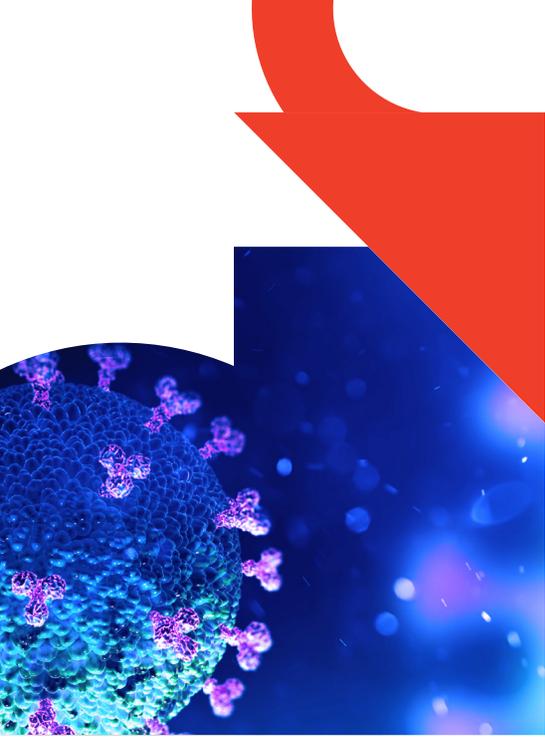


La voix des GOUVERNEMENTS de proximité

**Assemblée
générale
annuelle 2021**

**RAPPORT ANNUEL
2020**





20
20

RAPPORT ANNUEL



La voix des GOUVERNEMENTS de proximité



TABLE DES MATIÈRES

MOT DE LA PRÉSIDENTE	2
MOT DE LA DIRECTION GÉNÉRALE	4
LES INSTANCES	6
LA STRUCTURE ORGANISATIONNELLE	9
COVID-19	10
RASSEMBLER	13
AFFIRMER	16
ACCOMPAGNER	28
PRIX ET DISTINCTIONS	39
JEUNES DE LA DPJ	40



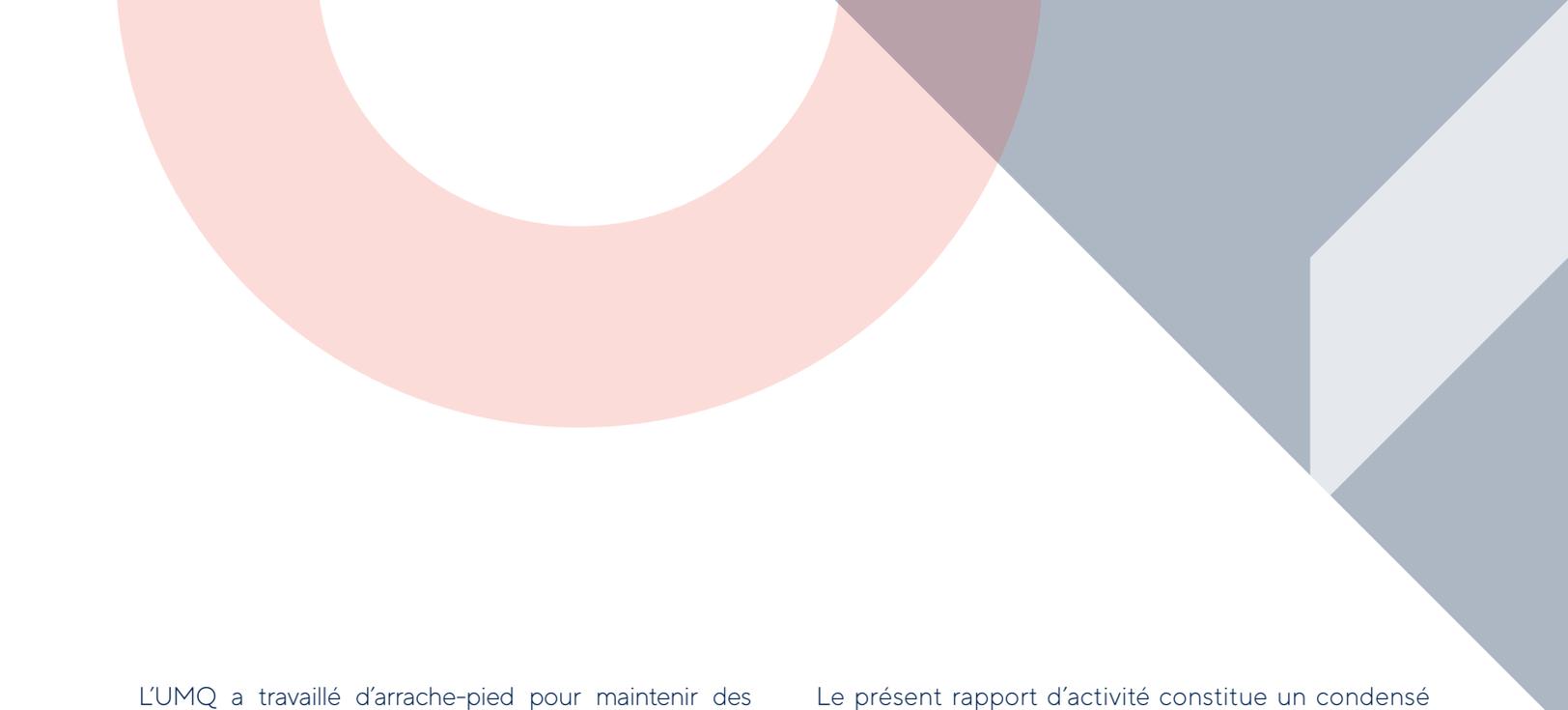
MOT DE LA PRÉSIDENTE

La pandémie de la COVID-19 nous a permis de développer une agilité collective.

Dès le premier jour de la pandémie au Québec, les municipalités ont été à l'écoute de leurs concitoyennes et concitoyens et ont élaboré différentes initiatives pour stimuler la relance. Les élues et élus et leurs équipes municipales ont su innover afin de continuer à offrir des services de proximité à leurs communautés, malgré un contexte particulièrement difficile.

SUZANNE ROY

Présidente
Mairesse de Sainte-Julie



L'UMQ a travaillé d'arrache-pied pour maintenir des canaux de communication constants avec les autorités gouvernementales afin de les sensibiliser sur les préoccupations et réalités spécifiques des gouvernements de proximité, et ce, partout au Québec.

Ces efforts de représentation ont porté leurs fruits puisque le gouvernement du Québec a annoncé, en septembre dernier, une aide financière de 2,3 milliards \$ en 2020-2021 pour permettre aux municipalités de faire face aux impacts financiers de la crise, mais aussi de participer à la relance de l'économie.

Aussi, l'équipe de l'UMQ a redoublé d'efforts pour informer en continu ses membres sur l'évolution du contexte sanitaire en vigueur et les a accompagner efficacement dans leurs responsabilités au quotidien. Formations virtuelles, analyses et guides, outils d'information et de communication, services-conseils : toutes les ressources et l'expertise de l'Union ont été mobilisées pour répondre aux besoins et à aux préoccupations des municipalités de toutes tailles et de toutes les régions à traverser cette période de turbulence.

Le présent rapport d'activité constitue un condensé des actions et réalisations de l'Union tout au long de l'année 2020, une année marquée à jamais par une pandémie historique qui a démontré que les municipalités ne sont pas dos à dos, mais bien coude à coude, unies dans leurs différences et interdépendantes sur plusieurs sujets, et dont l'UMQ en est le trait d'union.

En terminant, j'aimerais remercier l'ensemble des employées et employés de l'UMQ pour leur contribution exceptionnelle, les membres du comité exécutif et du conseil d'administration pour leur soutien, leur agilité et leur contribution constante dans tous les dossiers, ainsi que pour leur assiduité à nos instances, qui ont été appelées à siéger de façon intensive en 2020. Les comités, commissions et caucus de l'UMQ ont été fortement sollicités avec cette pandémie et tous étaient au rendez-vous.



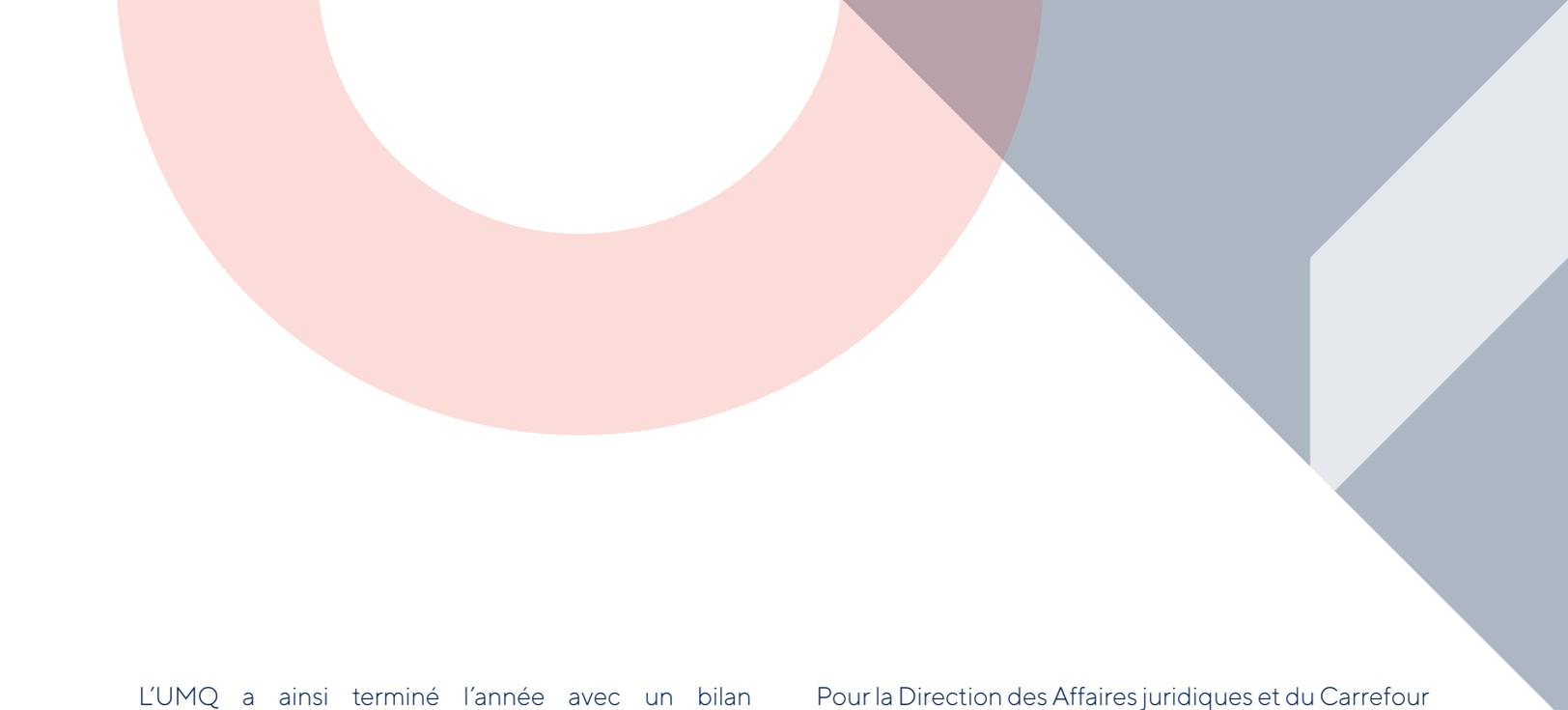
JASMIN SAVARD
Directeur général

MOT DE LA DIRECTION GÉNÉRALE

L'année 2020 a été hors de l'ordinaire, alors que la COVID-19 a bouleversé nos méthodes de travail.

Malgré le contexte difficile de la COVID-19, je suis fier que l'Union ait gardé le cap et maintenu une bonne santé financière, alors que le membership est demeuré constant.

En 2020, l'équipe de l'UMQ a poursuivi comme prévu la réalisation du plan stratégique 2018-2022 et mis en œuvre le plan organisationnel 2018-2020. À ce chapitre, les choix que nous avons faits au cours des dernières années ont permis à la permanence de s'adapter en quelques jours au contexte de télétravail ainsi qu'aux nouveaux outils technologiques. Grâce à leur engagement et à leur détermination, les membres de l'équipe ont soutenu efficacement les différentes instances et accompagné étroitement les élus et élus municipaux dans un contexte souvent imprévisible.



L'UMQ a ainsi terminé l'année avec un bilan particulièrement remarquable, et ce, en dépit des incertitudes quotidiennes.

Je pense au travail de l'équipe des politiques, qui a évalué les impacts financiers de la COVID-19 pour les municipalités de toutes les régions du Québec. Cette analyse solide nous a permis de négocier, avec les gouvernements fédéral et québécois, une aide financière de 2,3 milliards \$ sur deux ans, tout en formulant plusieurs recommandations pour préparer la relance.

Aussi, la Direction des communications et du marketing a été à pied d'œuvre pour informer d'heure en heure les membres de l'Union sur l'évolution des mesures sanitaires, tout en poursuivant le chantier de la modernisation de l'écosystème communicationnel entamé avant la pandémie.

Pour ce qui est de l'équipe de l'approvisionnement et des assurances, l'année 2020 a été une période de transition. Nous avons créé une nouvelle direction afin de poursuivre le développement de l'offre des produits et services, toujours dans l'optique d'offrir une valeur ajoutée et de faire économiser des sommes importantes aux membres de l'Union. D'ailleurs, une croissance du volume d'achats a été au rendez-vous pour notre regroupement de sel de déglçage.

Pour la Direction des Affaires juridiques et du Carrefour du capital humain, nous avons remarqué une hausse considérable du nombre de mandats et de services aux membres. À ce sujet, 45 % des interventions en matière de services juridiques ont été réalisées en lien avec la COVID-19.

L'équipe de la formation a poursuivi un virage numérique marqué en 2020, en raison évidemment du contexte de la pandémie. Les élues, élus et gestionnaires municipaux ont été au rendez-vous, alors que les formations ont connu une augmentation d'inscriptions de 25 %, et ce, malgré un nombre similaire de sessions si l'on se compare aux années précédentes.

Enfin, la Direction Finances et Opérations a été au cœur de la gestion financière et opérationnelle réinventée dont a fait preuve l'UMQ en 2020. L'équipe a notamment travaillé très fort afin de poursuivre le développement du portail en ligne créé en 2019.

Bref, bien que les prochains mois demeurent encore incertains, l'UMQ est bien positionnée pour poursuivre la mission qui l'anime depuis maintenant plus de 100 ans : rassembler, affirmer et accompagner les gouvernements de proximité de partout au Québec.

LES INSTANCES DE L'UMQ

Au 31 décembre 2020, le conseil d'administration était composé de 51 membres qui représentent la diversité municipale québécoise. Il statue sur l'ensemble des dossiers politiques et administratifs qui exigent un positionnement de l'UMQ.

LES MEMBRES DU COMITÉ EXÉCUTIF*

M^{me} Suzanne Roy

Mairesse de Sainte-Julie
Présidente

M. Daniel Côté

Maire de Gaspé
Premier vice-président

M^{me} Diane Lavoie

Mairesse de Beloeil
Deuxième vice-présidente

M^{me} Josée Néron

Mairesse de Saguenay
Trésorière

M. Pierre Corbeil

Maire de Val-d'Or

M. Marc Demers

Maire de Laval

M. Joé Deslauriers

Maire de Saint-Donat

M. Michel Gibson

Maire de Kirkland

M^{me} Vicki-May Hamm

Mairesse de Magog

M. Régis Labeaume

Maire de Québec

M. Denis Martin

Maire de Deux-Montagnes

M. Jean-Maurice Matte

Maire de Senneterre

M^{me} Michelle Morin-Doyle

Maire suppléant et membre du comité exécutif de la Ville de Québec

M^{me} Sylvie Parent

Mairesse de Longueuil

M. Jean-François Parenteau

Membre du comité exécutif de la Ville de Montréal

M. Maxime Pedneaud-Jobin

Maire de Gatineau

M. Marc-André Plante

Maire de Terrebonne

M^{me} Valérie Plante

Mairesse de Montréal

M^{me} Cathy Poirier

Mairesse de Percé

M. Guillaume Tremblay

Maire de Mascouche

*Les membres du comité exécutif sont également membres du conseil d'administration

LES MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION*

M. Michel Angers

Maire de Shawinigan

M. Marc Asselin

Maire d'Alma

M. André Bellavance

Maire de Victoriaville

M. Younes Boukala

Conseiller d'arrondissement -
Lachine - Montréal
Président de la Commission des
jeunes élus et élues de l'UMQ

M. Marc-Alexandre Brousseau

Maire de Thetford Mines

M^{me} Sylvie Bureau

Mairesse de Windsor

M. Guy Charbonneau

Maire de Sainte-Anne-des-Plaines

M. Pierre Charron

Maire de Saint-Eustache

M^{me} Manon Cyr

Mairesse de Chibougamau

M^{me} Diane Dallaire

Mairesse de Rouyn-Noranda

M. Martin Dampousse

Maire de Varennes

M^{me} Chantal Deschamps

Mairesse de Repentigny

M^{me} Aline Dib

Membre du comité exécutif
de la Ville de Laval

M. Normand Dyotte

Maire de Candiac

M^{me} Rosannie Filato

Membre du comité exécutif
de la Ville de Montréal

M^{me} Caryl Green

Mairesse de Chelsea

M. Normand Grenier

Maire de Charlemagne

M^{me} Maude Laberge

Mairesse de Sainte-Martine
Présidente de la Commission
Femmes et gouvernance

M. Jean Lamarche

Maire de Trois-Rivières

M. Jérôme Landry

Maire de Matane

M. Benoit Lauzon

Maire de Thurso

M. Gilles Lehouillier

Maire de Lévis

M. Steve Lussier

Maire de Sherbrooke

M. Beny Masella

Maire de Montréal-Ouest

M. Claude Morin

Maire de Saint-Georges

M. Christian Ouellette

Maire de Delson

M. Alain Poirier

Maire de Lebel-sur-Quévillon

M. Réjean Porlier

Maire de Sept-Îles

M. Donat Serres

Maire de La Prairie

M. Sylvain Tremblay

Maire de Saint-Siméon

Observateur

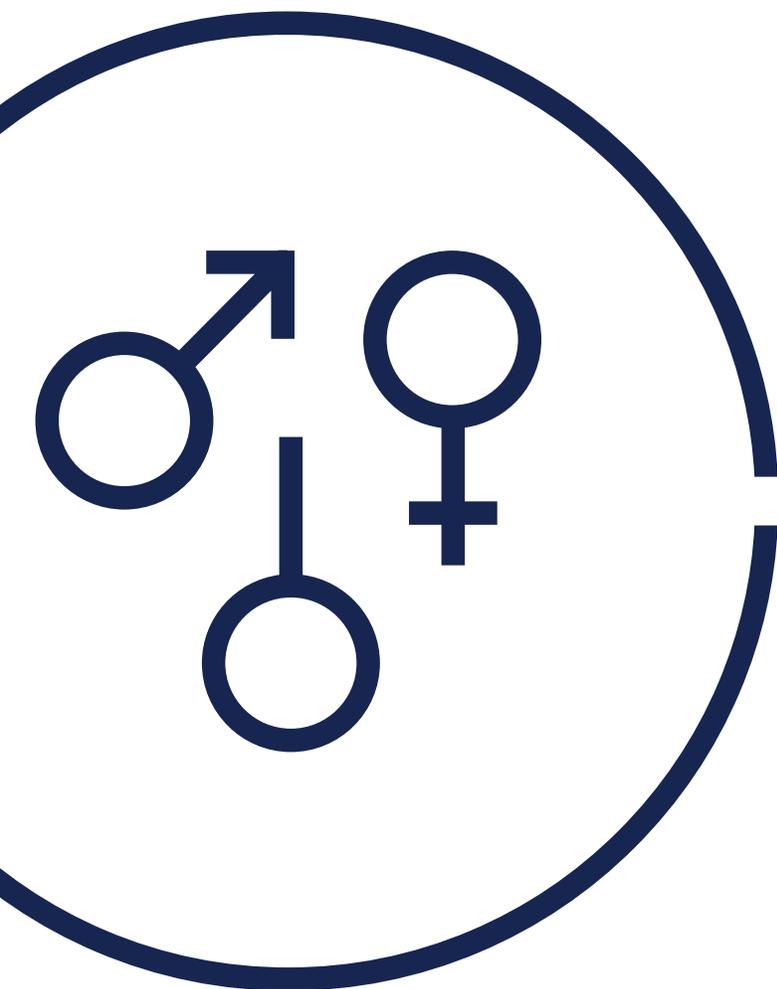
M. Christian Bellemare

Directeur général
Ville de Saint-Eustache
Président de l'ADGMQ

EN MOUVEMENT POUR LA PARITÉ

AU SEIN DES INSTANCES DE L'UMQ

Tel que prévu par la politique d'égalité entre les femmes et les hommes de l'UMQ, « En mouvement pour la parité », qui a été adoptée en mai 2019 lors de l'assemblée générale annuelle des membres, voici en date du 31 décembre 2020, les statistiques présentant la proportion de femmes au conseil d'administration, chez les dirigeants, dans les caucus d'affinité, les commissions et les comités.



STATISTIQUES SUR LE NOMBRE DE FEMMES AU SEIN DES INSTANCES DE L'UMQ

Femmes au conseil
d'administration : **32 %**

Femmes représentant
les caucus régionaux : ... **13,3 %**

Femmes représentant
les caucus d'affinité : **39,4 % (13/33)**

Femmes au sein des
commissions politiques
permanentes : **41,9 %**

LA STRUCTURE ORGANISATIONNELLE

ASSEMBLÉE DES MEMBRES

REGROUPEMENT DES MEMBRES

Caucus régionaux

Abitibi-Témiscamingue
Bas-Saint-Laurent
Capitale-Nationale
Centre-du-Québec
Chaudière-Appalaches
Côte-Nord
Estrie
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine
Lanaudière
Laurentides
Laval
Mauricie
Montérégie
Montréal
Nord-du-Québec
Outaouais
Saguenay-Lac-Saint-Jean

Caucus d'affinité

Municipalités locales
Municipalités de centralité
Cités régionales
Grandes villes
Municipalités de la Métropole

Conseil d'administration
Comité exécutif

Direction générale

Direction des Affaires juridiques et du Carrefour du capital humain
Direction des communications et du marketing
Direction des finances et des opérations
Direction des politiques
Direction des services aux membres – Approvisionnement et Assurances

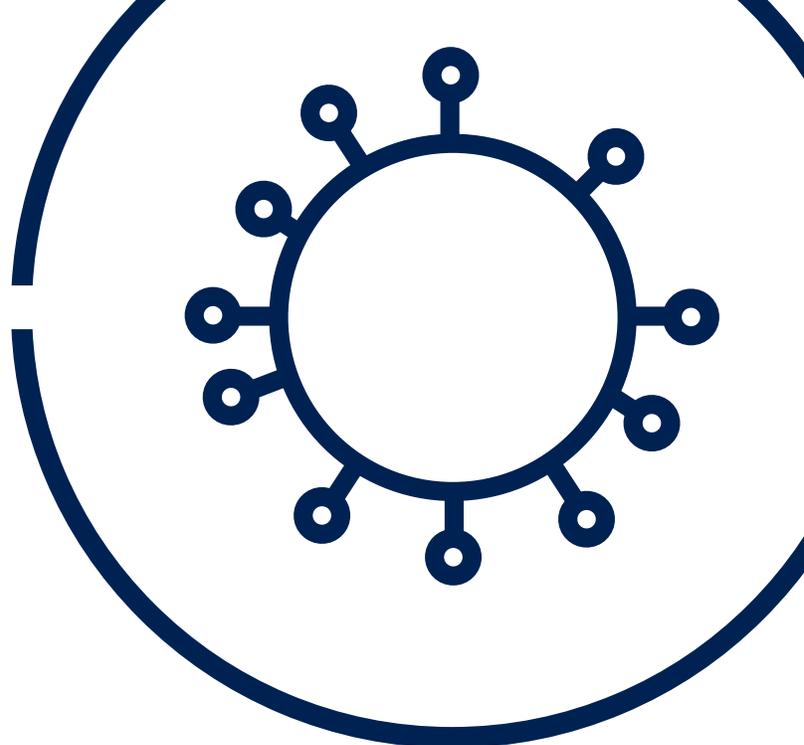
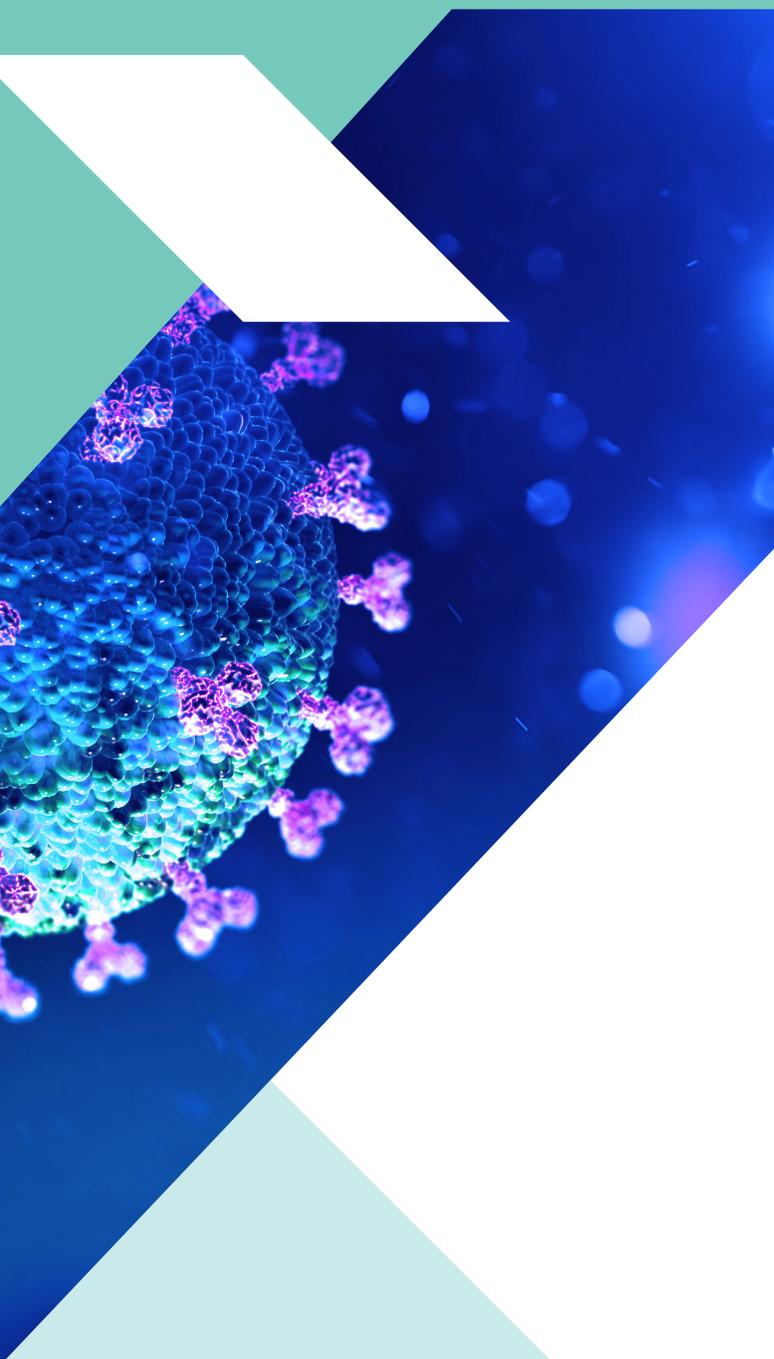
INSTANCES CONSULTATIVES

Commissions permanentes

Aménagement et transports
Assises annuelles
Culture, loisirs et vie communautaire
Développement économique
Environnement
Femmes et gouvernance
Fiscalité et finances locales
Formation
Jeunes élues et élus
Relations internationales
Ressources humaines
Sécurité publique
Villes intelligentes

Comités politiques et techniques

L'IMPACT DE LA COVID-19



L'année 2020 a évidemment été marquée par la crise sanitaire mondiale causée par la pandémie de la COVID-19 et ses nombreux impacts sociaux et économiques dans toutes les régions. Dès le début de la crise, l'UMQ a été à pied d'œuvre pour représenter ses membres auprès des autorités gouvernementales et pour les soutenir à différents niveaux.

QUELQUES RÉALISATIONS-CLÉS DE L'UMQ DANS LE CONTEXTE DE LA PANDÉMIE :

Finances municipales

- L'UMQ a évalué les pertes de revenus et augmentations de dépenses pour les municipalités à près de 1,5 milliard \$ et s'est positionnée comme le principal intermédiaire pour les discussions auprès du gouvernement du Québec;
- À la suite des représentations de l'UMQ auprès des gouvernements du Québec et du Canada, une aide financière globale de 2,3 milliards \$ a été annoncée en septembre pour permettre aux municipalités et aux sociétés de transport de faire face aux impacts financiers de la crise pour 2020 et 2021;
- L'UMQ a proposé à ses membres de suspendre l'application des taux d'intérêt sur les montants en souffrance sur les comptes de taxes municipales pour les citoyennes et citoyens ainsi que pour les commerces et les entreprises.

Ressources humaines

- L'UMQ a obtenu du gouvernement du Québec l'inclusion des services municipaux (traitement de l'eau potable et assainissement des eaux usées) à la liste des services essentiels et la possibilité pour les municipalités de déterminer par elles-mêmes les services qu'elles jugeaient essentiels;
- L'UMQ a obtenu du gouvernement fédéral l'inclusion des élu·es municipaux ainsi que des pompiers à temps partiel à la liste des personnes admissibles à la Prestation canadienne d'urgence.

Commerces et entreprises

- L'UMQ a créé un répertoire regroupant les mesures et programmes pour soutenir les entreprises;
- L'UMQ a lancé une vaste campagne ayant pour objectif de favoriser l'achat local sur le Web, et cela, en respectant les mesures sanitaires en vigueur;
- L'UMQ a élaboré étroitement avec la Régie des alcools, des courses et des jeux un mécanisme allégé afin d'implanter des terrasses sur le domaine public durant la saison estivale.





Loisirs et activités communautaires

- Plusieurs municipalités ont travaillé d'arrache-pied pour maintenir les camps de jour durant la saison estivale, répondre aux exigences sanitaires et recruter les effectifs supplémentaires;
- L'UMQ a obtenu du gouvernement du Québec les autorisations nécessaires pour accéder sans frais aux équipements scolaires pour les camps de jour;
- L'UMQ a lancé une campagne web pour promouvoir les emplois estivaux d'animateur et animatrice de camp de jour et de sauveteur pendant le blitz de recrutement de ses municipalités membres;
- L'UMQ a développé des outils de communication pour rappeler les bons comportements face à la COVID-19 durant la saison estivale.



Municipalités et régions

- L'UMQ a présenté une déclaration de solidarité avec Montréal et les régions du Québec;
- L'UMQ a déposé un plan de relance économique municipal à la suite d'une vaste consultation de ses membres ainsi que des partenaires économiques et municipaux;
- Les caucus d'affinité, les commissions permanentes et les comités politiques de l'UMQ ont été mis régulièrement à contribution pour réagir rapidement aux différentes mesures sanitaires et d'aide gouvernementale.



Soutien aux membres

- L'UMQ a organisé plus d'une vingtaine de webinaires, classes virtuelles et formations en ligne, réunissant plus de 1300 élues, élus et fonctionnaires municipaux de partout au Québec;
- L'UMQ a communiqué quotidiennement avec ses membres par le biais du bulletin INFO-MUNICIPAL - COVID-19 et l'équipe a répondu à des milliers de questions des membres dans une panoplie de domaines.

RASSEMBLER



MODERNISATION DE L'ÉCOSYSTÈME COMMUNICATIONNEL

L'UMQ a poursuivi, en 2020, la modernisation de son écosystème communicationnel, en réalisant notamment un audit approfondi de ses outils de communication actuel auprès de ses différentes parties prenantes et en créant un comité politique de suivi des recommandations qui ont découlé de ce chantier. La refonte de l'écosystème se poursuivra en 2021.

COMMUNICATIONS INSTITUTIONNELLES ET RELATIONS MÉDIAS

En 2020, l'UMQ a continué de consolider et d'accroître sa notoriété, notamment auprès du milieu municipal et du grand public.

- Plus de 120 communiqués de presse;
- Plus d'une dizaine de chroniques, billets et textes d'opinion;
- Près d'une dizaine de conférences de presse et autres activités médias.

Ces multiples interventions ont permis à l'UMQ de s'imposer comme une référence incontournable pour les journalistes, qui la consultent de plus en plus dans le cadre de la préparation de leurs reportages :

- Plus de 600 demandes médias;
- Plus de 340 entrevues réalisées.

L'UMQ a par ailleurs réalisé, en 2020, plusieurs capsules vidéo et produit une multitude de guides, de brochures et de publicités afin d'expliquer et de soutenir ses positions sur différents dossiers politiques et de promouvoir ses produits et services.

RASSEMBLER

BULLETIN INFOEXPRESS

La communication avec les élu·es et élus demeure bien entendu une priorité pour l'UMQ. Cette année encore, le bulletin InfoExpress aura été une source inestimable d'information: plus de 150 numéros auront été transmis aux municipalités membres.

SITE INTERNET

En 2020, l'UMQ a procédé à une révision continue de l'arborescence et des contenus de son site Internet afin de s'assurer que la navigation demeure conviviale et les contenus accessibles, pertinents et à jour. Celui-ci demeure une source de référence pour les municipalités et le grand public: en effet, le site a généré plus de 3 millions de visites au cours de l'année.

PLUS DE

9700

ABONNÉS-TWITTER

PLUS DE

11000

ABONNÉS-LINKEDIN

RÉSEAUX SOCIAUX

En 2020, l'UMQ a consolidé sa place sur les réseaux sociaux, notamment par le biais de ses comptes Twitter et LinkedIn, où elle a été plus active que jamais.

- Plus de 9 700 abonnés Twitter (hausse de plus de 500 abonnés);
- Plus de 11 000 abonnés LinkedIn (hausse de plus de 2 000 abonnés).

BULLETIN CARREFOUR MUNICIPAL

En 2020, l'UMQ a diffusé près de 250 numéros de son bulletin électronique quotidien Carrefour municipal, qui permet aux membres de l'Union d'accéder, dès les premières heures du jour, aux faits saillants de l'actualité municipale. Toujours populaire, le bulletin, qui compte plus de 9 000 abonnés et affiche un taux d'ouverture quotidien de plus de 30 %, demeure l'infolettre gratuite la plus attendue de la part du milieu municipal, chaque matin. Les élu·es et élus, intervenants et organismes municipaux sont d'ailleurs toujours plus nombreux à envoyer leurs communiqués, afin qu'ils soient diffusés, ou à avoir recours au bandeau publicitaire du bulletin pour annoncer leurs produits et services. Les espaces publicitaires sont aussi de plus en plus prisés par les annonceurs.



URBA

MAGAZINE URBA

En 2020, URBA a maintenu sa position de publication phare du milieu municipal. Avec ses articles de fond, ses reportages inédits, ses entrevues-clés avec les acteurs du milieu et sa couverture détaillée de l'actualité, URBA obtient l'adhésion d'un lectorat important.

- Envoyé à 7 800 décideurs municipaux;
- Distribué dans plus de 1100 municipalités québécoises.

En 2020, l'UMQ a publié quatre numéros du magazine, dont deux exclusivement numériques, afin de rester collé sur l'actualité municipale. Parmi les grands dossiers abordés dans URBA au cours de l'année, soulignons, entre autres :

- Les impacts de la COVID-19 pour les municipalités;
- La déclaration de solidarité entre Montréal et les régions du Québec;
- L'aide financière de 2,3 milliards \$ aux municipalités;
- La parité lors des élections municipales de 2021.

RENDEZ-VOUS RÉGIONAUX DU MONDE MUNICIPAL

À l'automne 2020, l'UMQ a entamé une tournée virtuelle qui lui a permis de rencontrer plus d'une centaine de mairesses et de maires de toutes les régions du Québec. La tournée avait pour objectif de discuter des conditions de réussite pour la relance économique sécuritaire et durable.

AFFIRMER



AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

Projet de loi 67 (omnibus municipal)

L'UMQ a présenté, en novembre, ses commentaires sur le projet de loi n° 67, *Loi instaurant un nouveau régime d'aménagement dans les zones inondables des lacs et des cours d'eau, octroyant temporairement aux municipalités des pouvoirs visant à répondre à certains besoins et modifiant diverses dispositions*. Dans le cadre de son intervention sur le projet de loi omnibus municipal, l'UMQ a formulé des recommandations pour améliorer le régime de gestion des risques d'inondations pour s'assurer du respect des principes d'une approche fondée sur la gestion du risque ainsi que des recommandations en faveur du maintien des pouvoirs municipaux en hébergement touristique dans une résidence principale. Les principales propositions de l'UMQ ont retenu l'attention de la ministre des Affaires municipales et de l'Habitation, M^{me} Andrée Laforest, puisque celle-ci a proposé plusieurs amendements à son projet de loi qui répondaient directement aux demandes de l'UMQ.

Entente de délégation de la gestion des terres du domaine de l'État

En septembre, le gouvernement du Québec et l'UMQ ont convenu d'une entente de principe sur la délégation de la gestion foncière et de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier sur les terres du domaine de l'État. Cette entente a permis d'assurer une croissance minimale des revenus des MRC délégataires de 2 % par année grâce à un transfert gouvernemental. Faut d'une telle entente, l'entrée en vigueur de nouvelles valeurs de référence pour les baux de villégiature, le 1^{er} janvier 2021, aurait entraîné une baisse de revenus pour la plupart des MRC délégataires.

De plus, les parties ont convenu de mettre sur pied un comité de suivi qui travaille à une version améliorée de la prochaine entente afin de maintenir l'intérêt municipal pour la délégation au fil du temps. Il se penche par exemple sur l'analyse des coûts de gestion de l'entente, le partage des frais juridiques liés aux occupants sans droits ainsi qu'à la restauration d'une carrière ou d'une sablière.

Jeu libre dans la rue

Au début de 2020, le ministre des Transports, M. François Bonnardel, a suspendu l'obligation pour les municipalités d'indiquer au moyen de panneaux de signalisation les zones où le jeu libre dans la rue est permis. Cet arrêté est une réponse à la demande formelle de l'UMQ à l'effet que l'utilisation de la signalisation soit facultative et installée en fonction des besoins et du contexte. Cette suspension vise à faciliter la mise en œuvre technique et financière de l'encadrement municipal du jeu libre dans la rue et à simplifier l'identification de zones destinées à cet usage. Cet encadrement permet d'autoriser de plein droit et de régir des activités déjà largement acceptées et exercées tout en contribuant à la lutte contre la sédentarité.





CHANGEMENTS CLIMATIQUES

Plateforme municipale pour le climat

Afin d'accompagner et d'encourager les élu·es et élus municipaux à intégrer les enjeux liés aux changements climatiques dans leurs programmes électoraux en prévision des élections de novembre 2021, l'UMQ a amorcé, en 2020, l'élaboration d'une Plateforme municipale pour le climat. Cette Plateforme, qui sera lancée en avril 2021, est le résultat d'un long processus de consultations internes et externes mis en place par l'UMQ auprès de ses divers comités et de parties prenantes tout au long de l'année.

Tournée de formation Dans l'action climatique par l'adaptation

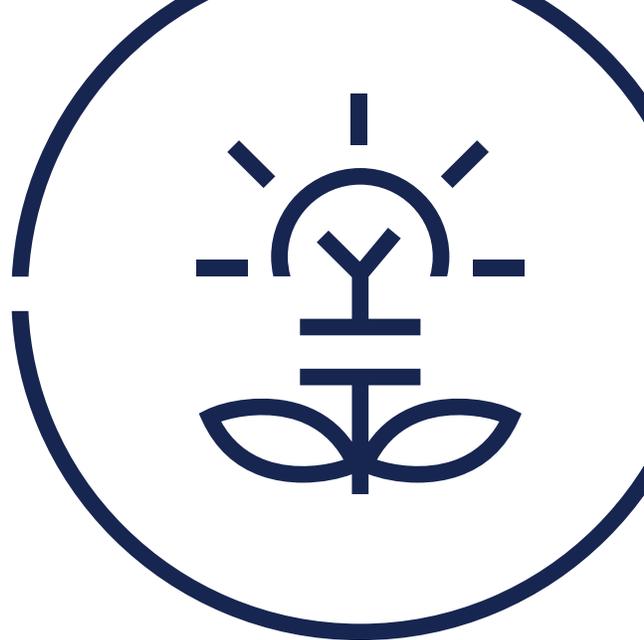
En janvier et février, l'équipe de l'UMQ s'est déplacée dans six régions du Québec afin de poursuivre sa tournée de la formation « Dans l'action climatique par l'adaptation », prenant place dans le cadre du Plan d'action 2013-2020 sur l'action climatique du gouvernement du Québec. Cette initiative, appuyée par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) et le ministère de la Sécurité publique (MSP), a pris une pause dans le contexte de la COVID-19 pour reprendre en mode virtuel, en décembre.

Forêt québécoise et changements climatiques

L'UMQ a commandé une étude à la firme CROP. Celle-ci, réalisée en janvier, a révélé une évolution positive de l'exploitation forestière au cours des 20 dernières années et un besoin d'informer les Québécoises et les Québécois concernant l'industrie forestière et les bienfaits de celle-ci quant aux enjeux des changements climatiques.

Financement des initiatives municipales en adaptation climatique

L'UMQ a tenu, en janvier, un webinaire portant sur les modalités du Programme de soutien à l'intégration de l'adaptation aux changements climatiques municipale (PIACC). Celui-ci a permis aux élu·es et élus municipaux d'identifier les risques auxquels est exposé leur municipalité afin de formuler des mesures d'adaptation en fonction de ceux-ci.



Changements climatiques et opérations de déneigement

Alors que les variations du climat ne doivent plus être considérées comme des exceptions mais bel et bien comme des constantes, la difficulté croissante de prévoir le type, la fréquence et la quantité des précipitations oblige les décideurs publics à revoir et ajuster leurs pratiques de déneigement au sein de leur municipalité.

Qu'il s'agisse de la planification en amont des schémas d'aménagement, des opérations sur le terrain ou encore des communications en temps réel, de multiples aspects des pratiques actuelles sont amenés à être adaptés afin de pouvoir répondre aux besoins des citoyennes et des citoyens.

Afin d'accompagner efficacement les élus, élus et hauts dirigeants municipaux à cet égard, l'UMQ a présenté un webinaire complet sur la question avec la présence de M. François Bélanger, président de l'Association des Travaux publics d'Amérique (ATPA), M^{me} Manon Genest, associée fondatrice, Tact Conseil+, M. Jean-François Parenteau, maire de l'arrondissement de Verdun, M^{me} Vicki-May Hamm, mairesse de la Ville de Magog et M. Marc Balestrino, conseiller aux politiques à l'UMQ.



ENVIRONNEMENT

Modernisation de la collecte sélective et de la consigne

L'UMQ a présenté en octobre, en commission parlementaire, ses commentaires sur le projet de loi n°65, *Loi modifiant principalement la Loi sur la qualité de l'environnement en matière de consigne et de collecte sélective*. Tout en réitérant son appui aux objectifs du projet de loi, l'UMQ a rappelé la nécessité que la réforme proposée puisse enfin mettre un terme à l'incertitude financière liée à la responsabilité de la collecte sélective au Québec. L'Union s'est toutefois montrée préoccupée par certains aspects du projet de loi relatifs à l'octroi de contrats municipaux pour les services de collecte, de transport, de tri et de conditionnement dans la transition, qui pourraient entraîner des surcoûts pour les municipalités. C'est pourquoi l'UMQ a proposé au gouvernement du Québec de modifier le Régime de compensation pour les services municipaux fournis en vue d'assurer la récupération et la valorisation des matières résiduelles afin qu'il puisse compenser entièrement les coûts supplémentaires occasionnés par l'échéancier prévu dans le projet de loi.

L'élaboration de la réglementation sera en cours pour l'année 2021. Ce dossier prioritaire pour les municipalités sera suivi de très près par l'UMQ, activement impliquée dans les comités de travail à tous les niveaux.

Règlement sur l'encadrement d'activités en fonction de leur impact sur l'environnement

L'UMQ a participé activement aux consultations sur le projet de règlement sur l'encadrement d'activités en fonction de leur impact sur l'environnement (REAFIE) qui découle de la réforme de la réglementation environnementale annoncée dans le livre vert intitulé *Moderniser le régime d'autorisation environnementale* de la *Loi sur la qualité de l'environnement* en 2015.

Le nouveau projet de règlement répond à plusieurs préoccupations et demandes du monde municipal des dernières années. Les changements réglementaires et administratifs qu'entreprend le MELCC augurent bien quant à la simplification, la prévisibilité et la rapidité de traitement des demandes. Les municipalités revendiquent de contribuer à l'effort de protection de l'environnement grâce à un partenariat entre celles-ci et le gouvernement. Il importe que le processus d'amélioration continue reste à travers le temps, afin de faire évoluer les réglementations environnementales. Effectivement, les municipalités ont un double rôle face à celles-ci et ses impacts sont multiples.

En vue de la mise en application du REAFIE en date du 31 décembre 2020, l'UMQ a organisé un webinaire à l'automne afin d'outiller et d'accompagner les organisations municipales quant à la nouvelle réglementation à venir pour 2021.

Nouvelle stratégie de valorisation des matières organiques

En juillet, l'UMQ a participé au lancement de la nouvelle stratégie de valorisation des matières organiques. L'Union a jugé ambitieux, mais réalisable, l'objectif de 100 % de collecte des matières organiques à la grandeur du territoire d'ici 2025, tel qu'annoncé par le gouvernement du Québec dans sa nouvelle Stratégie de valorisation de la matière organique, à condition d'un financement adéquat. Heureuse de constater la volonté gouvernementale d'accélérer les changements, l'UMQ a rappelé que le déploiement de la Stratégie doit se faire en partenariat étroit avec les municipalités.

Plan municipal de réduction du plomb dans l'eau potable

À l'automne 2019, le gouvernement du Québec annonçait la mise à jour de la réglementation actuelle concernant la présence de plomb dans l'eau potable afin de limiter davantage la présence de ce contaminant dans nos milieux de vie. Le gouvernement du Québec a par la suite annoncé que les municipalités devraient élaborer un plan afin de remplacer les entrées de service en plomb, qui sont une source importante de plomb dans l'eau potable, en suivant les recommandations de Santé Canada. Le 8 juillet 2020, l'UMQ organisait un webinaire en partenariat avec le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH), l'Institut national de santé publique du Québec (INSPQ), et le ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques, afin de présenter les étapes de la préparation du plan de même que les outils mis à la disposition des municipalités.

Impact de la crise sanitaire sur les matières résiduelles

La COVID-19 aura eu son lot d'impacts sur les responsabilités municipales. Afin de bien l'évaluer, le Caucus des municipalités de la Métropole a commandé une étude afin de faire le portrait des répercussions de la crise sanitaire sur la génération des emballages à usage unique. Les mesures mises en place depuis le début du confinement ont significativement altéré l'activité économique et par le fait même, la composition des matières résiduelles au Québec. Cette étude permet de mettre en lumière la réalité sur le terrain, entre la génération des emballages à usage unique et les hausses exceptionnelles de matières résiduelles en bordure de rue.





TRANSPORT AÉRIEN RÉGIONAL

En juillet 2020, une cellule de crise sur le transport aérien régional regroupant quatre organisations nationales a été mise sur pied à l'initiative de l'Union, et cela, pour répondre à la rupture de service en région en lien avec la crise sanitaire. La cellule regroupait : l'Alliance de l'industrie touristique du Québec (AITQ), le Conseil du patronat du Québec (CPQ) la Fédération des chambres de commerce du Québec (FCCQ) et l'UMQ.

À la suite des représentations de l'UMQ, le ministère des Transports a annoncé la formation d'un groupe d'intervention sur le transport aérien régional. Dans le cadre de ces travaux, la cellule de crise et le comité sur le transport aérien de l'UMQ ont recommandé la mise en place d'un modèle d'exploitation permettant la libre concurrence sur les appels d'offres, tout en gardant un encadrement au sein d'un organisme de gestion.

Au cours de l'année 2021, le ministère des Transports présentera ses recommandations à court et long terme pour desservir les régions en rupture de services.

SÉCURITÉ PUBLIQUE

Réalité policière au Québec

Le Comité consultatif sur la réalité policière (CCRP) comprenant notamment l'ex-maire de Sherbrooke, M. Bernard Sévigny, a rencontré, à l'automne 2020, divers acteurs du monde policier afin de brosser un portrait des grands enjeux relatifs aux corps de police. Afin d'établir la position de l'UMQ, chacun des caucus d'affinité a été invité à discuter des enjeux concernant les services policiers en tenant compte des caractéristiques propres à leurs municipalités, à identifier les enjeux qui leur sont prioritaires et à proposer des positions par rapport à ces derniers. De plus, un comité, présidé par M. Marc-Alexandre Brousseau, maire de Thetford Mines, regroupant les municipalités de moins de 100 000 habitants et ayant leurs propre service de police, a été constitué pour identifier leurs enjeux spécifiques. Une étude a été réalisée sur les coûts des activités des services de police niveau 1 pour ces municipalités.

En novembre, l'UMQ a présenté son mémoire devant les membres du comité. À cette occasion, les porte-parole de l'Union ont proposé un nouveau partenariat entre Québec et les municipalités en matière de services policiers, dans un contexte où les interventions des corps policiers municipaux sont de plus en plus diversifiées et complexes et ne se limitent plus seulement à la criminalité. L'Union a également profité de sa présentation devant le CCRP pour mettre de l'avant d'autres recommandations afin de revoir l'organisation policière au Québec et d'améliorer la desserte offerte aux citoyennes et aux citoyens de toutes les régions. Pour les municipalités desservies par la Sûreté du Québec, l'UMQ a notamment insisté sur l'urgence de compléter l'importante réforme de la répartition des effectifs à travers le Québec en fonction de l'évolution des besoins des communautés desservies.



REGROUPEMENTS DE SERVICES MUNICIPAUX

En 2020, le comité sur les regroupements de services, constitué de maires provenant des Caucuses des municipalités de centralité et le Caucus des cités régionales de l'UMQ a fait réaliser une étude par Raymond Chabot Grant Thornton (RCGT) qui a analysé près d'une centaine d'ententes de mise en commun de services dans les domaines suivants : développement économique, sécurité incendie, gestion des matières résiduelles, ingénierie, loisirs, évaluation foncière, traitement d'eau potable, traitement d'eaux usées, environnement, sécurité incendie. Dans chacun de ces domaines, l'analyse du niveau de satisfaction, des facteurs de succès et de la méthode de partage des coûts a été effectuée.

Les résultats de l'étude ont été présentés aux MAMH. L'UMQ a également soumis un projet de support financier aux municipalités qui souhaitent optimiser leurs ressources par un regroupement de services. L'UMQ croit qu'un support financier accru aux instances municipales pourrait contribuer positivement aux regroupements des services. Cette contribution permettrait aux municipalités qui utiliseraient les ressources d'une autre municipalité de couvrir une partie des coûts des regroupements lors des premières années de la mise en commun.

FEMMES ET GOUVERNANCE

Un nouveau plan d'action a été adopté par la Commission Femmes et gouvernance en 2020. Les trois objectifs de ce plan sont les suivants :

1. Augmenter significativement le nombre de candidates lors des élections municipales de novembre 2021 afin d'atteindre la parité dans les conseils municipaux;
2. Renforcer la démocratie municipale en favorisant la pleine participation des femmes dans les instances municipales et au sein de l'UMQ;
3. Accompagner et outiller les membres de l'UMQ dans leurs actions pour réduire les inégalités entre les femmes et les hommes.

Campagne D'Elles à Élués

En vue des élections municipales de 2021, la Commission Femmes et gouvernance de l'UMQ a lancé, en mars, la campagne D'Elles à Élués. Cette campagne, qui sera en cours jusqu'en novembre 2021, a pour but de faire émerger chez les femmes le sentiment de confiance en elles nécessaire à se lancer aux prochaines élections municipales, en les inspirant avec de récents symboles et histoires de réussite, soit des mairesses et des conseillères nouvellement élues en 2017, de plusieurs régions et représentant des municipalités de tailles différentes. Les mairesses de Rouyn-Noranda, Rivière-du-Loup, Saguenay, Percé, Montréal, Longueuil et Brossard de même qu'une conseillère des municipalités de Baie-Comeau, Candiac, Gatineau, Montréal et Québec sont les ambassadrices de la campagne.

Deux événements virtuels ont eu lieu en octobre et en novembre. Le premier événement, sur le thème *Faire campagne électorale*, a réuni M^{mes} Diane Dallaire, mairesse de Rouyn-Noranda, Josée Néron, mairesse de Saguenay, et Sylvie Parent, mairesse de Longueuil. Lors du deuxième événement portant sur *L'apprentissage du pouvoir*, une entrevue avec madame Pauline Marois, première ministre du Québec de 2012 à 2014 et première femme à occuper cette fonction, a été présentée. Les deux événements ont été animés par madame Marie Grégoire, ex-députée et chroniqueuse. De plus, mesdames Suzanne Roy, présidente de l'UMQ et mairesse de Sainte-Julie, et Maude Laberge, présidente de la Commission Femmes et gouvernance de l'UMQ et mairesse de Sainte-Martine, y ont présenté ce que fait l'Union en la matière et ont échangé avec les invitées et les participants.

Au cours des deux événements, les sujets suivants ont notamment été abordés : la mise sur pied d'une campagne efficace, la différence entre se présenter avec un parti politique ou de façon indépendante, les rôles de conseillère et de mairesse, les expériences professionnelles qu'ont eu les invitées avant de siéger au conseil municipal, la gestion en temps de crise et les impacts de la pandémie sur les élections de 2021.

En moyenne, chaque événement a généré 220 inscriptions. Environ 30 % des participantes comptent éventuellement se présenter en politique municipale.

Diffusion d'entrevues et des visuels personnalisés des ambassadrices

Des portraits présentant les douze ambassadrices de la campagne ont été réalisés et ont été diffusés à partir de la mi-novembre 2020. Ces portraits incluent un visuel présentant brièvement leur parcours et invitant les femmes à se présenter en politique municipale, de même qu'une entrevue exclusive réalisée par l'UMQ. Ces entrevues portent notamment sur l'apprentissage du pouvoir des élues, sur les conseils que celles-ci pourraient donner à des femmes souhaitant se présenter et sur les différences entre les femmes et les hommes en politique. Les douze portraits ont été diffusés dans l'infolettre Carrefour municipal, sur les différents réseaux sociaux (Facebook, Twitter et LinkedIn), ainsi que sur son site Web. Sur Facebook seulement, ces visuels ont rejoint en moyenne 1 330 personnes.

Dossier spécial URBA « ÉLECTIONS 2021 – En route vers la parité ! »

Le dossier spécial de l'édition de novembre-décembre 2020 du magazine URBA de l'UMQ a porté sur la participation des femmes en politique municipale. À un an des élections municipales, ce dossier a notamment présenté des entrevues avec les ambassadrices de la campagne D'Elles à Élues, un résumé des événements virtuels D'Elles à Élues qui ont eu lieu à l'automne 2020, le plan d'action 2020-2021 de la Commission Femmes et gouvernance et le projet *Plus de femmes en politique*.

De plus, à cette édition spéciale s'est ajoutée la diffusion régulière d'articles et de nouvelles sur la parité et l'égalité entre les femmes et les hommes tout au long de l'année, ainsi que dans le bulletin électronique Carrefour municipal qui est quotidiennement envoyé à plus de 9 000 personnes.

Analyse différenciée selon les sexes et intersectionnelle (ADS+)

En novembre, un webinaire a été présenté aux membres de l'UMQ par madame Josiane Maheu, coordonnatrice de projets chez Relais-femmes+, sur le thème de « L'Analyse différenciée selon les sexes et intersectionnelle (ADS+) : outil d'inclusion sociale et de lutte aux discriminations envers les femmes! ». Il y a eu 53 inscriptions et 38 personnes y ont participé. À la suite de l'intérêt qu'a suscité cette formation, un deuxième webinaire est en cours de préparation et sera offert au printemps 2021 afin d'amener les participantes et participants plus loin dans leur compréhension de l'ADS+.





Initiative « Je ne serai pas la dernière »

En novembre, l'UMQ a lancé, conjointement avec la Fédération québécoise des municipalités (FQM), une initiative sur le thème « Je ne serai pas la dernière ». Cette initiative a été inspirée par le discours de victoire prononcée par madame Kamala Harris, élue à la vice-présidence des États-Unis, et elle vise à encourager les mairesses et les conseillères municipales du Québec à suivre l'exemple de madame Harris et à rappeler l'importance que les femmes prennent la place qui leur revient afin que le Québec atteigne enfin la parité au sein des conseils municipaux. L'UMQ a mis à la disposition de l'ensemble des élues municipales du Québec des visuels personnalisables qu'elles ont pu déployer sur les principaux réseaux sociaux avec le mot-clic #PasLaDernière. L'initiative a permis de rejoindre des milliers de personnes à travers les canaux de communication de l'UMQ et plusieurs élues et élus ont utilisé le visuel proposé.

Édition papier de la BD Lucie se lance en politique!

En 2019, la bande dessinée *Lucie se lance en politique!*, illustrant des faits vécus par les membres de la Commission Femmes et gouvernance, a été publiée sur la page Facebook UMQ – Femmes et gouvernance. Suivant le succès de ces publications, où plus de 300 000 personnes ont été rejointes, une version papier bonifiée de la bande dessinée a été produite en 2020.

300 000

**PERSONNES ONT ÉTÉ
REJOINTES AVEC LA BD
LUCIE SE LANCE EN
POLITIQUE**

JEUNESSE ET RELÈVE MUNICIPALE

Sondage sur les besoins des jeunes élus et élus du Québec

Un sondage sur les besoins des jeunes élues et élus du Québec a été réalisé par l'UMQ au début de l'année 2020. Ce sondage a permis de brosser un portrait, entre autres, des principaux obstacles que les jeunes élues et élus rencontrent, d'identifier leurs priorités politiques de même que de connaître leurs priorités vis-à-vis le mandat de la Commission des jeunes élues et élus (CJÉ) de l'Union.

Assemblée générale annuelle

L'assemblée générale annuelle de la CJÉ s'est tenue au mois de juin. Sur les 15 postes de membres, 14 étaient en élections. Les membres étant éligibles et souhaitant renouveler leur mandat ont tous été réélus. La commission a également accueilli deux nouveaux membres, madame Alicia Despins, conseillère de Québec, et monsieur Pier-Luc Laurin, conseiller de Prévost. Les membres ont tous été élus pour un mandat de deux ans.

À cette occasion, les jeunes élues et élus ont adopté un plan d'action 2020-2023, qui met l'accent sur l'augmentation du nombre de candidatures jeunesse et de la participation électorale des jeunes lors des prochaines élections municipales de novembre 2021. Plus spécifiquement, ce plan d'action vise entre autres à favoriser les échanges entre les jeunes élues et élus municipaux, à faire connaître les initiatives jeunesse dans le milieu municipal et à promouvoir l'utilisation de l'outil de participation jeunesse.

Nouvelles présidence et vice-présidence à la CJÉ

En septembre, les membres de la CJÉ ont élu un nouveau président, M. Younes Boukala, conseiller d'arrondissement de l'arrondissement de Lachine à Montréal, et M^{me} Mélanie Roldan, conseillère municipale à Candiac. À la suite de son élection, M. Boukala a notamment énoncé qu'il souhaitait « une participation et un nombre de candidatures jeunesse records pour 2021 ». Tout comme les membres, le président et la vice-présidente ont été élus à ce titre pour un mandat de deux ans.

Élections municipales 2021

Une demande de subvention a été déposée par l'UMQ auprès du Secrétariat à la jeunesse en août 2020 dans le but de mettre sur pied un projet d'envergure visant à augmenter le nombre de candidatures jeunesse et la participation électorale des jeunes lors des élections municipales de novembre 2021. Le projet présenté par la commission est composé de diverses activités et cherche à rejoindre les jeunes par différents chemins. Entre autres, le projet inclut une campagne promotionnelle, une tournée virtuelle, un webinaire sur les bénéfices et l'importance de la relève, ainsi qu'un guide pour les jeunes élues et élus. À la fin de l'année 2020, la demande de subvention a été acceptée, ce qui mènera à la mise en branle du projet tout au long de 2021.

EMPRISES PUBLIQUES

Utilisation d'emprises de lignes de transport d'électricité à des fins récréatives ou communautaires

En février 2020, l'UMQ a signé une entente-cadre avec Hydro-Québec visant l'utilisation d'emprises de lignes de transport d'électricité à des fins récréatives ou communautaires. Cette entente est venue préciser les conditions avantageuses offertes aux municipalités lors de la location d'emprises de lignes de transport d'électricité afin de réaliser des aménagements récréatifs ou communautaires compatibles avec le réseau électrique, tels qu'une piste cyclable, un terrain sportif ou un jardin communautaire. L'entente témoigne de la volonté des municipalités et d'Hydro-Québec de travailler en étroite collaboration afin de mettre en valeur des actifs dans l'intérêt des collectivités.



TRANSPORT

Transport des marchandises et transfert modal

En février 2020, l'UMQ a présenté un projet d'étude sur les coûts directs du transport routier au Québec. L'étude met de l'avant l'importance de soutenir des initiatives visant l'amélioration de la compétitivité d'autres modes aux coûts sociaux généralement moins élevés, tels les modes maritime et ferroviaire, faciliterait un transfert modal et la réduction des accidents, de la pollution, des dommages au réseau routier et des pertes économiques liées à la congestion. Les résultats de cette étude démontrent que les coûts associés au camionnage de longue distance sur les axes routiers du Québec sont estimés à 864 M\$ par année. Les autres voies de transports, notamment le maritime et le ferroviaire, apparaissent d'autant plus comme une solution durable pour réduire l'impact environnemental ainsi que les coûts économiques et sociaux liés au camionnage (congestion routière, pollution, usure des infrastructures routières, etc.).



CULTURE, LOISIRS ET VIE COMMUNAUTAIRE

Protection et préservation du patrimoine

La Commission de la culture, des loisirs et de la vie communautaire de l'UMQ s'est réunie à plusieurs reprises en 2020 afin de proposer des solutions pour préserver et protéger notre patrimoine. Des recommandations ont donc été présentées à la Commission de la culture et de l'éducation de l'Assemblée nationale du Québec dans le cadre des consultations particulières sur le projet de loi n° 69, *Loi modifiant la Loi sur le patrimoine culturel et d'autres dispositions législatives*.

Tout en réitérant son appui aux objectifs visés par la réforme législative proposée par le gouvernement du Québec, l'UMQ a insisté auprès des parlementaires quant à la nécessité de prévoir un soutien financier à long terme pour les municipalités afin de permettre à ces dernières de participer à l'effort collectif en matière de protection du patrimoine immobilier. Les interventions de l'UMQ dans ce dossier ont permis de bonifier les sommes disponibles dans le Programme de soutien au milieu municipal en patrimoine immobilier du ministère de la Culture et des Communications.

Action communautaire

En début d'année, l'UMQ a déposé un mémoire au ministre du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale, monsieur Jean Boulet, dans le cadre des consultations qui mèneront à l'adoption, à l'hiver 2021, du nouveau Plan d'action gouvernemental en matière d'action communautaire.

Les municipalités sont en lien direct avec de nombreux organismes communautaires dans leur milieu et ils contribuent, ensemble, à améliorer la qualité de vie de la population. Elles soutiennent aussi financièrement plusieurs d'entre eux. Il est donc important que le nouveau plan d'action permette de réellement consolider l'action des organismes communautaires qui travaillent, la plupart du temps, avec des ressources humaines et financières extrêmement limitées. La pandémie a d'ailleurs révélé les liens très étroits de ces organismes avec les municipalités qui ont dû leur prêter main forte pour répondre aux besoins urgents des personnes les plus vulnérables de notre société.



Services de garde

Lors de la tournée régionale virtuelle de la présidente de l'UMQ à l'automne, le manque de places dans les services de garde, un service de proximité essentiel pour les familles, a été identifié comme un enjeu majeur nuisant à la relance et au développement économique souhaité par les membres dans toutes les régions du Québec.

Devant cette situation, l'UMQ a fait un portrait de situation détaillé afin d'identifier les principaux obstacles empêchant la création de places ainsi que ses impacts socio-économiques, notamment pour les femmes. Un Comité sur les services de garde, regroupant des mairesses et des maires représentant des municipalités de différentes tailles et régions, a été formé en décembre et poursuivra ses travaux en 2021. Des recommandations formelles pour accélérer la création de places seront ainsi proposées au gouvernement.

Enjeux autochtones

Malgré le report de certaines activités prévues cette année en raison de la crise sanitaire, dont le 3^e Sommet des Premières Nations et des municipalités sur la réconciliation, l'UMQ a consolidé ses partenariats avec l'Assemblée des Premières Nations Québec-Labrador et le Regroupement des Centres d'amitié autochtones du Québec. Les membres du Comité conjoint sur les enjeux autochtones en milieu urbain ont également rencontré à l'automne le nouveau ministre responsable des Affaires autochtones, M. Ian Lafrenière, et ont pu discuter avec lui de ce que peuvent faire les municipalités pour lutter contre le racisme et la discrimination à l'égard des Premières Nations.



ACCOMPAGNER



FORMATION

Les circonstances exceptionnelles qui ont prévalu dès les premiers mois ont accéléré le virage numérique déjà prévu et entamé pour offrir davantage de contenu virtuel. Ainsi, le service de la formation de l'Union a poursuivi avec agilité son rôle de premier plan pour accompagner les élus, élus et gestionnaires municipaux dans le développement de leurs compétences. Le calendrier de formation régulier a entièrement été basculé vers le mode virtuel. Plusieurs contenus de formation en réponse immédiate au contexte exceptionnel ont été présentés, en partenariat étroit avec l'ensemble des directions de l'Union. Ce travail a porté fruit, puisque l'année 2020 a vu la tenue de 34 classes virtuelles, 21 webinaires, 11 formations en salle, et de 17 séances d'information virtuelles offertes conjointement avec l'équipe des Affaires juridiques et du Carrefour du capital humain. À cela, s'est ajouté le lancement de deux nouvelles formations en ligne. Une grande variété de sujets a été abordée, allant de l'adaptation aux changements climatiques, aux finances municipales, aux habiletés de gestion en passant par les mesures d'urgence, l'agriculture urbaine et bien d'autres.





Mentionnons également que deux activités spéciales, présentées dans un format innovant et hautement participatif: le premier incubateur d'idées, sur la thématique de la relance économique, ainsi qu'un forum virtuel abordant les enjeux humains de la crise sanitaire, ont aussi soulevé beaucoup d'intérêt.

L'ensemble de ces activités totalise 123 sessions, qui ont rassemblé un total de 3 395 personnes, soit une hausse de 25 % par rapport à l'année précédente, avec un taux de satisfaction global de 94 % chez les personnes participantes. La bibliothèque d'enregistrements disponibles, mise à jour en continu, s'élève maintenant à 51 activités.

L'année 2020 a également vu la tenue du chantier de mise à jour du *Profil de compétences des élues et élus municipaux*, qui a rassemblé 108 élues, élus et acteurs du monde municipal lors de cinq séances de cocréation tenues durant l'été. Le fruit de cet immense travail collectif a été approuvé par le Conseil d'administration et est maintenant disponible. Ce document servira dorénavant à structurer et appuyer le développement de l'offre de formation.

2446

INTERVENTIONS,

**DONT 45% EN LIEN
AVEC LA COVID-19**

AFFAIRES JURIDIQUES

Service d'accompagnement juridique

Afin de contribuer à l'amélioration des pratiques, l'UMQ a continué, en 2020, de développer son service d'accompagnement juridique afin que ses membres profitent de conseils juridiques personnalisés.

En plus de bénéficier d'avis juridiques préventifs, les municipalités membres ont également pu échanger avec les conseillères juridiques au sujet, notamment, du traitement des demandes d'accès à l'information, des règles de gouvernance et de la stratégie d'élaboration de leurs documents d'appel d'offres. Ce service d'accompagnement juridique permet aux municipalités d'agir en amont, de manière à éviter des litiges coûteux devant les tribunaux en plus d'aider au développement de l'expertise interne. En 2020, il y a eu 2 446 interventions, dont 45 % en lien avec la COVID-19, ce qui représente 2 783 heures de consultation.

Les Affaires juridiques ont également soutenu les différents services de l'UMQ en ce qui concerne tout enjeu légal soulevé dans le cadre de leurs dossiers respectifs notamment, l'ensemble des projets de loi des gouvernements.

Formation

En 2020, les Affaires juridiques ont présenté un webinaire de leur revue jurisprudentielle de l'année 2020 et sept séances d'information virtuelles portant sur le COVID-19. Un webinaire portant sur la rédaction des devis en termes de performance a également été présenté lors du congrès de l'Association des travaux publics d'Amérique (ATPA).

Ces formations sont par ailleurs l'occasion de faire connaître et promouvoir le service d'accompagnement juridique de l'UMQ.



Gestion contractuelle

Afin d'outiller ses membres, l'UMQ a développé en 2020 un *Guide d'aide à la rédaction des devis en termes d'exigences fonctionnelles et de performance*.

Aussi, dans le cadre des sujets abordés dans le comité du Pôle d'expertise en gestion contractuelle mis en place par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) sur lequel l'UMQ agit à titre d'observatrice, cette dernière a procédé à une étude auprès de ses membres concernant les retards de paiement dans l'industrie de la construction. Un rapport à cet effet a été rédigé et présenté aux participants du Pôle d'expertise.

En collaboration avec la Direction des politiques de l'UMQ, une vigie a été réalisée quant aux impacts de la pandémie sur les réclamations pour les contrats en cours, mais également concernant les effets de celle-ci sur le prix des soumissions. Dans ce contexte, l'UMQ a notamment proposé un exemple de clause à intégrer aux documents d'appel d'offres (« clause COVID ») visant à limiter au maximum des réclamations inattendues en lien avec la COVID-19.

Pôle de discussion des enjeux juridiques des grandes villes

Mis sur pied en 2019, ce forum est l'occasion pour les directrices et directeurs des Affaires juridiques d'échanger sur différents thèmes, notamment concernant l'actualité juridique, la gestion interne de leurs services juridiques ou encore relativement au rôle des services juridiques au sein leur administration.

L'objectif de ce pôle est de partager l'expertise afin de promouvoir les connaissances et les méthodes efficaces de travail et, en aval, développer de meilleures pratiques au sein des organisations.

L'UMQ a tenu des rencontres plus fréquentes dans le contexte de la pandémie. Ainsi, 17 rencontres ont été tenues en 2020.

Récupération des sommes injustement payées eu égard au projet de loi 26

En 2016, l'UMQ a mis sur pied un comité visant à partager les enjeux stratégiques et juridiques portant sur la récupération des sommes injustement payées eu égard aux dispositions de la *Loi visant principalement la récupération de sommes payées à la suite de fraudes ou de manœuvres dolosives dans le cadre de contrats publics et du Règlement sur le programme de remboursement volontaire*.

Le comité continue d'échanger sur les différentes démarches et actions entreprises par les villes à l'égard des recours judiciaires qu'ils instituent sous le chapitre III de la Loi. À ce sujet, l'UMQ a retenu les services d'avocats pour représenter ses membres devant la Cour suprême du Canada dans l'affaire *Ville de Montréal c. SMI inc.*, et al., laquelle oppose les principes établis par le PL26 à ceux mis de l'avant dans les lois relatives à la faillite et l'insolvabilité des créanciers.

Comité sur les cours municipales

Depuis plusieurs années, l'ensemble des intervenants de la justice a établi un consensus quant à la nécessité de mettre en place un modèle d'administration de la justice plus accessible, plus efficace, plus efficient et plus rapide. Une refonte majeure des façons de faire est maintenant devenue incontournable pour faire face aux enjeux actuels de l'administration de la justice. Le contexte actuel et sans précédent des délais en matière criminelle et pénale ainsi que les budgets accordés ont poussé les acteurs du système de justice à se concerter afin d'apporter des changements importants dans leurs façons de faire et s'assurer que justice soit rendue en temps utile.

En effet, la Cour suprême du Canada dans l'affaire *Jordan* fait mention d'une culture de complaisance en regard des délais et de l'importance que tous les participants au système de justice, dont la magistrature, le ministère de la Justice du Québec (MJQ), le Directeur des poursuites criminelles et pénales (DPCP), le ministère de la Sécurité publique (MSP) et le Barreau du Québec, collaborent à améliorer l'efficacité du processus judiciaire.

Le Comité doit faire en sorte que les travaux et les actions posées respectent la vision stratégique de la transformation de la justice. Il tient compte des préoccupations des partenaires et propose des avenues de solution afin de minimiser leurs enjeux organisationnels et opérationnels. Il propose différents scénarios et approches pour maximiser les relations avec les partenaires afin que ceux-ci deviennent des leviers pour la réalisation du Plan pour moderniser le système de justice et du Plan d'affaires pour la transformation de la justice 2018-2023.

Comité de liaison du Barreau du Québec

L'équipe des Affaires juridiques participe également activement à ce Comité sous l'égide du Barreau du Québec. Ce Comité identifie les problèmes liés à l'administration de la justice des cours municipales et apporte des solutions pratiques visant à atteindre des objectifs d'efficacité et d'accessibilité à la justice.

AUTRES COMITÉS DE TRAVAIL

L'UMQ a également participé au pôle d'expertise en gestion contractuelle du MAMH ainsi qu'à des rendez-vous hebdomadaires avec les directeurs des services d'approvisionnement municipaux des dix grandes villes compte tenu des nombreux enjeux d'approvisionnement liés à la pandémie.

Publications

L'équipe des Affaires juridiques a produit plusieurs publications en matière d'actualité juridique municipale en 2020. Quinze décisions d'intérêt ont ainsi fait l'objet de textes dans le bulletin Carrefour municipal. La Direction des Affaires juridiques et du Carrefour du capital humain a également participé à la rédaction de 56 bulletins Info-Municipal COVID-19. De même, quatre chroniques juridiques ont été publiées dans le magazine URBA. Les Affaires juridiques ont également préparé une revue jurisprudentielle en décembre servant à faire le bilan de l'année en matière de droit municipal.

Fonds municipal d'action juridique (FMAJ)

En 2020, le FMAJ de l'UMQ a accueilli, pour son volet soutien financier, neuf demandes pour une aide financière totalisant 90 000 \$ attribuée aux municipalités et organisations municipales suivantes: Amqui, Boisbriand, Chelsea, MRC Vaudreuil-Soulanges, Régie intermunicipale Richelieu-Saint-Laurent, Saint-Constant, Shawinigan, Trois-Rivières et Val-d'Or.

En intervention proactive, l'UMQ est intervenue et est présente dans les dossiers *Ville Montréal c. Groupe SMI inc., et al., Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal (Loi 15) et Loi concernant le régime de négociation des conventions collectives et de règlement des différends dans le secteur municipal (Loi 24) (L.Q., 2016, chapitre 24 (RLRQ, C. R-8.3))*.

CARREFOUR DU CAPITAL HUMAIN

Le Carrefour du capital humain de l'UMQ propose aux municipalités un éventail de services constamment améliorés et renouvelés visant à les informer, les former, les représenter et les assister professionnellement dans la gestion courante et le développement de leurs activités en matière de ressources humaines et de relations du travail et ce, dans un esprit d'écoute et de concertation avec ses membres.



Également, le Carrefour du capital humain gère et coordonne les Mutuelles de prévention en santé et sécurité du travail (SST), dont l'objectif principal est de partager des ressources hautement qualifiées en matière de gestion, de prévention et de financement de la CNESST, tout en faisant réaliser des économies importantes à ses membres.

Aussi, par la qualité et la quantité importante de données qu'il possède, le *Rapport sur la rémunération des cadres municipaux du Québec* est devenu un incontournable dans la gestion de la rémunération des cadres municipaux au Québec pour nos municipalités.

MEMBERSHIP

En 2020, le Carrefour du capital humain de l'UMQ a enregistré une participation de 197 municipalités. Les municipalités membres du Carrefour du capital humain représentent maintenant 74 % des conventions collectives de toutes les municipalités membres de l'UMQ ayant des conventions collectives. Les municipalités syndiquées membres du Carrefour du capital humain représentent plus de 65 % des municipalités syndiquées membres de l'UMQ.

MANDATS SPÉCIALISÉS

Le Carrefour du capital humain de l'UMQ a assisté professionnellement plusieurs de ses membres dans la réalisation de plus de 161 mandats portant sur des thèmes variés, dont entre autres :

- Le maintien de l'équité salariale;
- La négociation de conventions collectives;
- La rédaction d'opinions juridiques;
- Le recrutement, la rédaction de contrats individuels de travail;
- La rémunération du personnel cadre;
- L'arbitrage de griefs;
- L'équité salariale;
- Des enquêtes de harcèlement psychologique;
- La rédaction d'ententes de terminaison d'emploi;
- La révision de structures organisationnelles.

PUBLICATIONS

Le Carrefour du capital humain de l'UMQ a produit plusieurs publications spécialisées en 2020. En effet, il a publié l'essentiel rapport sur la rémunération des cadres municipaux, huit publications d'*Info du Carrefour du capital humain*, 50 *Hebdo du Carrefour du capital humain*, 38 *Info du Carrefour du capital humain Express*, et il a créé plus de 277 tableaux de données quantitatives portant sur les conditions de travail des différents employés syndiqués ou cadres et ce, à la demande exclusive de ses membres (rapports personnalisés).

WEBINAIRES

En 2020, le Carrefour du capital humain a présenté 10 séances d'information virtuelles portant sur la COVID-19.

CONSEILS

En outre, le Carrefour du capital humain de l'UMQ a répondu à un total de 1 678 demandes d'information de toutes sortes et formulé 1 602 conseils en gestion des ressources humaines et relations du travail. Le nombre d'heures de consultation à ce titre est de 4 528. Nous observons également une utilisation de plus en plus importante par les membres du site Internet pour faire leurs propres recherches ou accéder aux bases de données. De plus, la section Internet du Carrefour du capital humain a été consultée à au moins 16 687 reprises.

Notre service de relations du travail en matière de sécurité publique a effectué plus de 269 heures de consultation à travers 239 interventions auprès des municipalités ayant un corps de police ou des régies de police. Ce service exclusif est entièrement assumé par les Villes membres de l'UMQ ayant un corps de police municipale ou qui sont membres d'une régie de police.

BASES DE DONNÉES

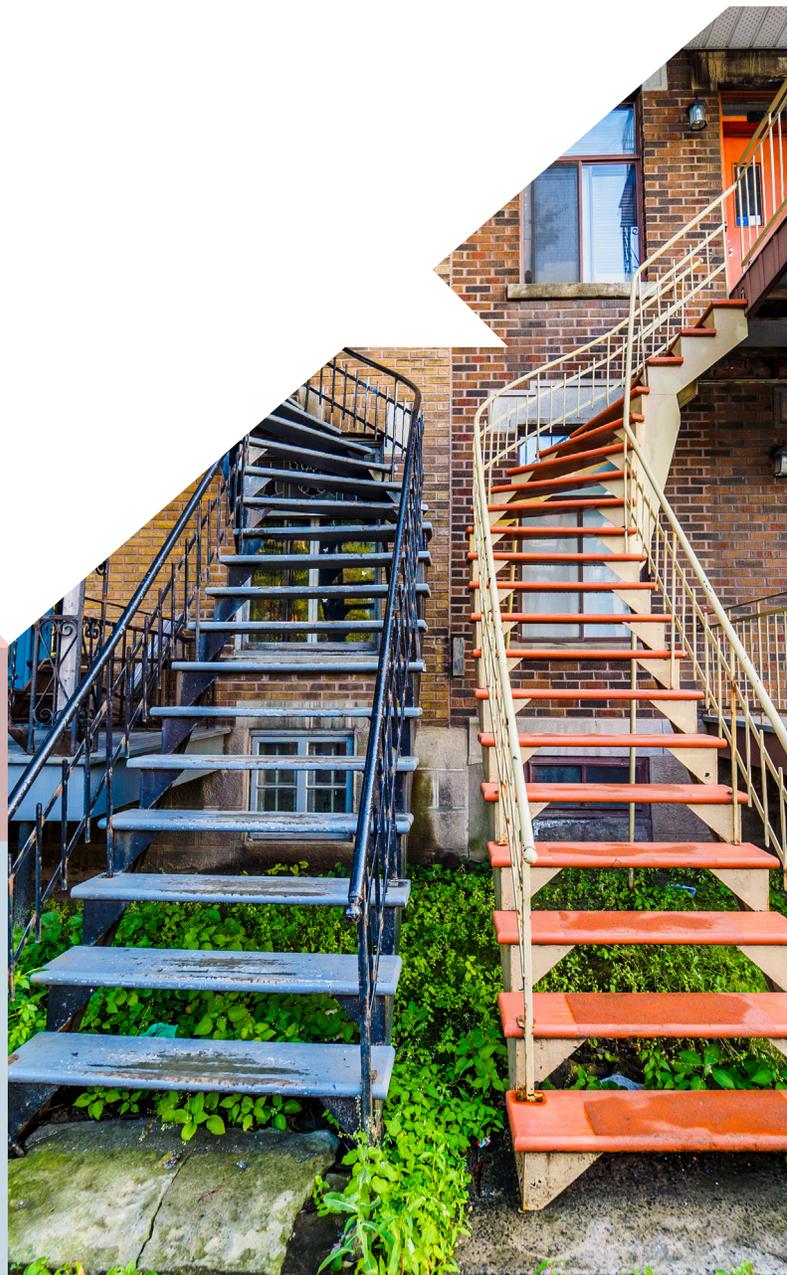
Le Carrefour du capital humain de l'UMQ a procédé en 2020 à l'analyse complète de 62 conventions collectives et 277 protocoles d'ententes de cadres pour 283 municipalités.

À partir du site Internet, les membres du Carrefour du capital humain de l'UMQ retrouvent les textes intégraux de toutes les conventions collectives analysées et peuvent les consulter, les télécharger, les imprimer et les archiver. Ce mode de consultation des données et des textes intégraux des conventions collectives du secteur municipal est unique au Québec. Seul le Carrefour du capital humain offre un tel service à ses membres.

Quant à la base de données concernant les résumés de griefs ainsi que les sentences arbitrales de différends, disponible et accessible également via le site Internet, les membres ont maintenant accès à 5 700 résumés et à 1 804 textes intégraux.

ÉVÉNEMENTS

Le Carrefour de capital humain de l'UMQ a tenu en 2020 deux webinaires dans le cadre des Rendez-vous du Carrefour du capital humain, plus d'une vingtaine de rencontres de stratégie de négociation via l'application Teams avec les grandes villes et deux rencontres des directions des services incendie et des ressources humaines des grandes villes.



APPROVISIONNEMENT



REGROUPEMENTS D'ACHATS

L'UMQ compte actuellement sept regroupements d'achats, offerts aux municipalités membres et non-membres ainsi qu'aux MRC et régies intermunicipales :

- Sel de déglçage
- Carburants et mazout en vrac
- Produits chimiques pour le traitement des eaux
- Abat-poussière
- Pneus neufs, rechapés et remoulés
- Produits de sécurité incendie (tuyaux et habits de combat)
- Bacs roulants et mini-bacs de cuisine

L'année 2020 a été pour l'UMQ, une année marquée par une croissance du nombre de participants à ses regroupements.

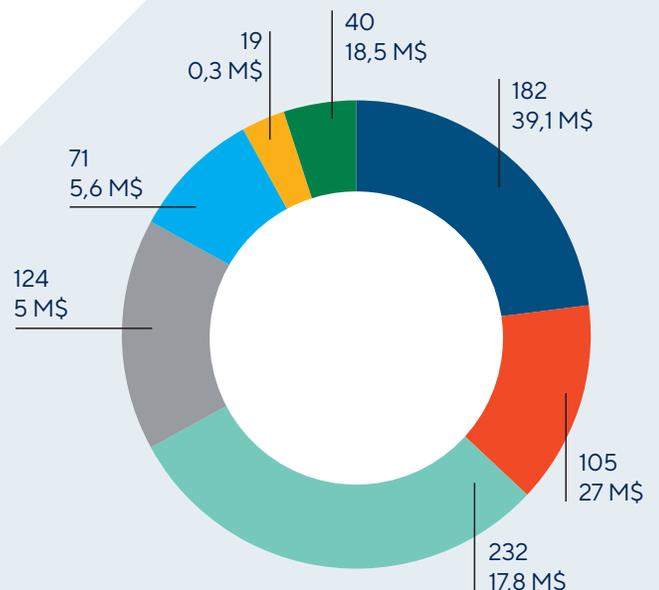
- 773 participants
- Près de 92 millions \$ en contrats, injectés directement dans l'économie québécoise

JOURNÉE DES APPROVISIONNEURS MUNICIPAUX – JAM 2.0

En juin, l'UMQ a tenu sa Journée des approvisionneurs municipaux (JAM). Cette huitième édition entièrement virtuelle a permis aux quelque 140 participantes et participants de bénéficier d'une demi-journée de contenus utiles aux gestionnaires de la chaîne d'approvisionnement municipale. La JAM 2.0 a su exploiter les possibilités qu'offrent les technologies numériques, tout en offrant des contenus riches et variés sur les enjeux d'actualité en approvisionnement municipal et en gestion contractuelle.

NOMBRE DE PARTICIPANTS ET VALEUR DES CONTRATS

- Sel de déglçage
- Carburants en vrac
- Produit traitement des eaux
- Abat-poussière
- Pneus
- Sécurité incendie
- Bac roulant et mini-bacs



ASSURANCES



ASSURANCES DE DOMMAGES

Le programme d'assurances de dommages de l'UMQ compte actuellement 10 regroupements totalisant 117 municipalités. L'année 2020 a été marquée par d'importantes perturbations dans le marché de l'assurance, résultant en d'importantes hausses des primes. Cette situation, causée entre autres par les sinistres et frais des assureurs supérieurs aux primes perçues, les catastrophes naturelles et la pandémie de la COVID-19 ont amplifié l'inquiétude et l'indépendance des assureurs. La hausse de primes constatées n'a épargné aucun secteur d'activités incluant les municipalités.

En étant le principal demandeur dans le marché municipal pour les produits d'assurances, l'UMQ a contribué à l'obtention des meilleures conditions possibles aux différents regroupements en assurances de dommages.

ASSURANCES COLLECTIVES

Le programme d'assurances collectives de l'UMQ pour les élus et employés municipaux compte maintenant 418 villes, municipalités et organismes publics couvrant 18 500 employés municipaux et leurs familles. Le nombre de municipalités adhérentes a augmenté de 13 % comparativement à l'année 2019. Les municipalités et leurs employés continuent d'apprécier les conditions obtenues année après année par le consultant de l'UMQ auprès des assureurs.

ASSURANCES DE DOMMAGES POUR LES OBNL

Le contrat pour le programme d'assurances des organismes à but non-lucratif (OBNL) compte 4 460 organismes, dont 467 nouvelles adhésions en 2020. L'UMQ offre une proposition d'assurance à des conditions et aux prix les plus avantageux possibles pour les OBNL reconnus par les municipalités participantes.

Le programme continuera de comprendre des couvertures pour les biens, la responsabilité des administrateurs et dirigeants, les accidents des administrateurs non rémunérés et les bénévoles, ainsi que d'autres couvertures optionnelles.

ASSURANCES DE DOMMAGES POUR PARCS DE ROULI-ROULANTS, PISTES DE BMX ET AMÉNAGEMENTS SEMBLABLES

Le programme d'assurances de dommages de l'UMQ pour les parcs de rouli-roulant, pistes de BMX et aménagements semblables permet de cerner un risque important dans les opérations municipales sans accabler les autres secteurs de l'expérience d'assurance des municipalités ou les primes qui y seraient rattachées. L'assurance couvre tous les dommages matériels, blessures corporelles et préjudices personnels subis sur ces types d'équipement. Une centaine de municipalités participent déjà à ce programme avec des primes plus que compétitives sur le marché.



ASSURANCE PROTECTION DE LA RÉPUTATION ET DE LA VIE PRIVÉE DES ÉLUS ET HAUTS FONCTIONNAIRES MUNICIPAUX

Le programme très couru de l'assurance protection de la réputation et de la vie privée des élus et des hauts fonctionnaires, une première au Canada, a continué sa lancée en 2020 et compte maintenant plus de 125 municipalités et quelques milliers d'élus et hauts fonctionnaires municipaux. Le programme de protection des élus évite aux autorités municipales d'avoir à gérer des situations parfois délicates vécues par des élus et surtout, protège les représentants municipaux et hauts fonctionnaires contre la diffamation, le harcèlement et les propos haineux.

ASSURANCES FRAIS JURIDIQUES C-21

Le programme d'assurances C-21 de l'UMQ sert à couvrir les frais de défense lors de poursuites criminelles dont les dirigeants municipaux peuvent faire l'objet suite à un accident de travail lors duquel des éléments de négligence criminelle seraient invoqués par les poursuivants.

ASSURANCES CONTRE LES CYBER-RISQUES

Enfin, le programme d'achat regroupé en assurances afin de mieux protéger les municipalités contre les cyber-risques a été mis à l'avant-plan en 2020 à la suite des attaques de pirates informatiques et de l'adaptation rapide des organisations au télétravail en réaction à la pandémie. Près de 100 municipalités faisant partie du regroupement bénéficient d'une couverture d'assurance contre les pertes d'argent ou d'actifs découlant d'un hameçonnage et les frais liés à une menace d'extorsion contre le réseau de l'assuré. Des services d'experts dans l'intervention dès la survenance d'un événement et des conseils juridiques spécialisés dans le domaine du cyber-risque sont aussi offerts par l'assureur.

FINANCES ET OPÉRATIONS

En 2019, l'UMQ s'est engagée dans un virage numérique et s'est dotée d'un plan directeur en informatique pour mettre en place des outils de gestion à la fine pointe de la technologie. Cette décision s'est révélée appropriée puisqu'avec l'arrivée de la pandémie, l'UMQ était bien positionnée pour accompagner rapidement tout le personnel en télétravail. Le personnel a pu bénéficier d'un accompagnement soutenu et de formations pour assurer la maîtrise des nouveaux outils.

En 2020, l'UMQ a poursuivi le déploiement de son nouveau portail, en ajoutant notamment une section dédiée aux services en approvisionnement. Cette section permet aux municipalités d'obtenir de l'information sur les regroupements, d'adhérer à un regroupement, d'obtenir les données de suivis lors de la réalisation d'un contrat ainsi que l'historique des contrats dont une municipalité a déjà adhéré. On y retrouve également un forum de discussions, réservé aux membres, qui permet d'échanger sur les bonnes pratiques en approvisionnement, de partager ses expériences et connaissances en matière d'approvisionnement.



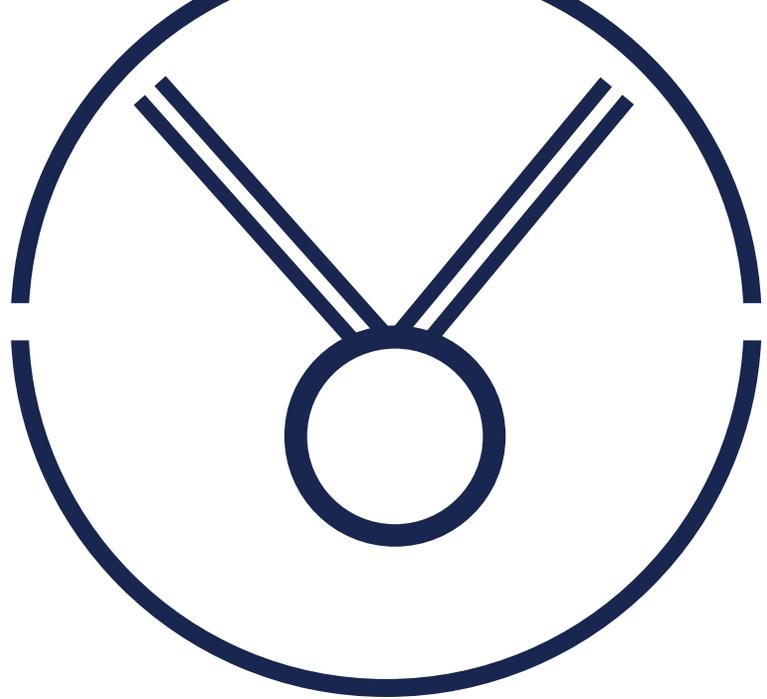
PRIX ET DISTINCTIONS

BOURSE DE RECHERCHE UMQ

En 2020, l'UMQ a décerné, pour une deuxième année consécutive, la Bourse de recherche UMQ. La lauréate est M^{me} Claudèle Richard, étudiante à la maîtrise en histoire à l'Université du Québec à Montréal (UQÀM). D'une valeur de 10 000 \$ et remise grâce au soutien financier d'Énergir, la Bourse de recherche UMQ a été créée en 2019, à l'occasion du centenaire de l'Union. Elle vise à améliorer la connaissance sur les municipalités, en appuyant financièrement une étudiante ou un étudiant à la maîtrise dont le projet de recherche porte sur les municipalités québécoises.

PRIX CITOYEN DE LA CULTURE ANDRÉE-DAIGLE

Dans le cadre de son partenariat avec le réseau Les Arts et la Ville, l'UMQ a remis une bourse de 2 500 \$ au lauréat du Prix citoyen de la culture Andrée-Daigle, qui récompense l'engagement des organismes culturels et communautaires partenaires du développement local. Le lauréat 2020 est La virée TRAD - Maillages, de l'organisme ès TRAD, le Centre de valorisation du patrimoine vivant. Leur projet a donné l'occasion d'explorer le geste créateur et la force d'un savoir-faire traditionnel - le tricot - comme outil de rencontre, d'échange et de cohésion sociale.



L'UMQ EN SOUTIEN AUX JEUNES SOUS LA PROTECTION DE LA JEUNESSE

En raison du contexte lié à la COVID-19 et après une consultation auprès de ses membres et partenaires, l'UMQ a malheureusement dû annuler l'édition 2020 de son programme *Un pont vers demain*. Cette initiative vise une transition harmonieuse vers l'autonomie des jeunes sous la protection de la jeunesse du Québec par le biais de deux volets :

- Bourse de 10 000 \$ à une fondation régionale d'un centre jeunesse;
- Plan municipal d'emplois.



L'Union a toutefois continué d'appuyer les jeunes tout au long de la dernière année par le biais de différentes initiatives :

- Janvier à décembre : Versement de dons volontaires totalisant 5 225 \$ de la part du personnel de l'UMQ pour les fondations des centres jeunesse de Montréal, de la Montérégie et de Laval par le biais de prélèvements réguliers à la source, de différentes activités de financement et de dons spontanés.
- Juin : Partenariat avec Énergir, qui a permis aux deux organisations de verser conjointement un don totalisant 40 000 \$ à 40 centres de réadaptation pour jeunes en difficulté d'adaptation, dans toutes les régions du Québec. Ces fonds ont permis à chaque centre de se doter d'équipement sportif et récréatif à l'intention de leurs clientèles en privilégiant l'achat local, lorsque possible, et d'encourager ainsi les jeunes à bouger et à demeurer actifs.
- Octobre : Partenariat d'une durée de trois ans avec SIRCO, prévoyant le versement annuel de 5 000 \$ par l'entreprise afin de rembourser certaines dépenses nécessaires afin que les jeunes occupent les emplois offerts par les municipalités dans le cadre du Plan municipal d'emplois de l'UMQ (transport, équipement, cours d'appoint, etc.). De plus, la firme remettra annuellement une bourse d'études de 1 000 \$ à une jeune ou à un jeune sous la protection de la jeunesse souhaitant poursuivre des études dans le domaine de la sécurité.





La voix des GOUVERNEMENTS de proximité

2020, boulevard Robert-Bourassa, bur. 210, Montréal (Québec) H3A 2A5

umq.qc.ca

